



# LE DYNAMISME VAUDOIS SOUS LA LOUPE

Etude du développement économique du canton de Vaud  
et des effets de la promotion économique

FÉVRIER 2012

## Impressum

**Editeurs:** Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie  
Case postale 315  
Avenue d'Ouchy 47  
1001 Lausanne  
Tél. 021 613 35 35  
[www.cvci.ch](http://www.cvci.ch), [cvci@cvci.ch](mailto:cvci@cvci.ch)

Chambre vaudoise immobilière  
Case postale 5607  
Rue du Midi 15  
1002 Lausanne  
Tél. 021 341 41 41  
[www.cvi.ch](http://www.cvi.ch), [mail@cvi.ch](mailto:mail@cvi.ch)

Fédération patronale vaudoise  
Centre Patronal  
Route du Lac 2  
1094 Paudex  
Tél. 021 796 33 00  
[www.centrepatronal.ch](http://www.centrepatronal.ch), [info@centrepatronal.ch](mailto:info@centrepatronal.ch)

**Graphisme:** PAO Graphique  
Pierre Maleszewski  
En Pontou 28  
1123 Aclens

**Impression:** Swissprinters SA  
Chemin du Closel 5  
1020 Renens

**Reproduction:** Des extraits de la publication peuvent être cités,  
avec mention de la source.

## Economie vaudoise et promotion économique

Cette étude a été réalisée sur mandat de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), de la Chambre vaudoise immobilière (CVI) et de la Fédération patronale vaudoise (FPV). Nous tenons à remercier Madame Claudine Amstein, directrice de la CVCI, Monsieur Olivier Feller, directeur de la CVI, et Monsieur Christophe Reymond, secrétaire général de la FPV, pour leur confiance renouvelée à l'égard de l'Institut CREA.

Nos remerciements vont également à Madame Nathalie Bamonte, du Développement économique du Canton de Vaud (DEV), pour avoir constitué des données et tableaux nécessaires à l'étude, ainsi qu'à Messieurs Sandy Wetzel et Raphaël Conz, du Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT), pour divers chiffres et informations en relation avec la promotion économique.

Nous tenons à préciser que nous sommes bien entendu seule responsable du produit final.

Délia Nilles  
Directrice adjointe  
Institut CREA

## Une bonne santé à préserver

**Le canton de Vaud affiche une santé retrouvée après le passage à vide de la fin des années 1990. Tous les indicateurs le montrent. Mais le plus grand canton romand doit veiller à contenir la taille de son secteur public, ample en comparaison nationale. Il doit aussi continuer à accompagner activement la création d'entreprises et d'emplois, dont la dynamique se tasse. Diminution de la pression fiscale, amélioration des infrastructures, soutien à la formation et à l'innovation sont à privilégier.**

Plus diversifiée, plus équilibrée, plus productive, plus dynamique... L'économie vaudoise a connu une profonde métamorphose en une décennie. De canton à la traîne, à la fin des années 1990, comparé à l'ensemble de la Suisse, Vaud s'est hissé au rang de moteur de l'économie nationale. La croissance de son produit intérieur brut (PIB) dépasse la moyenne helvétique depuis 2003. La région s'est renforcée dans les branches à haute valeur ajoutée, particulièrement dans les assurances et dans les sociétés high-tech, mais aussi dans l'industrie traditionnelle, comme la chimie, ou encore dans le commerce. Sans oublier la construction, qui tire pleinement parti de l'élan démographique et des investissements des entreprises.

Les principaux enseignements de l'étude réalisée par Délia Nilles, directrice adjointe à l'institut Créa de l'Université de Lausanne, sur mandat de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, de la Chambre vaudoise immobilière et de la Fédération patronale vaudoise sont particulièrement réjouissants. Basé sur quatre piliers qui cumulent à eux seuls 60% de la valeur ajoutée totale – l'administration publique, le commerce, les services aux entreprises et les activités financières – le pays de Vaud offre désormais un reflet plutôt fidèle de l'économie nationale et a gagné en stature au sein de la Confédération. L'éventail des activités couvre toute la palette économique, et leur complémentarité assure une stabilité à l'ensemble. La récession de 2009 a montré à ce titre la résilience dont a pu faire preuve le canton de Vaud, qui n'a finalement vécu qu'un petit «trou d'air» en comparaison avec l'ensemble du pays ou avec les Etats voisins.

### Les deux faces de Janus

Ce tableau d'ensemble plutôt harmonieux et flatteur ne doit cependant pas occulter un certain nombre de faiblesses, ni inciter les responsables politiques cantonaux et communaux, les chefs d'entreprises, les organisations économiques et syndicales à se reposer sur leurs lauriers. La situation conjoncturelle actuelle, incertaine comme rarement dans le passé, ne le permet pas. Elle appelle au contraire des réactions ciblées.

L'étude met le doigt sur plusieurs problèmes sérieux, qui méritent une attention toute particulière. Ainsi en est-il du poids très élevé de l'administration publique dans le PIB vaudois. Ce secteur regroupe à lui seul près de 30% du total des emplois et pèse pour 22,6% dans la valeur ajoutée cantonale. Un chiffre particulièrement élevé lorsqu'on le met en regard des 15,7% que représente l'administration du canton de Zurich dans la valeur ajoutée totale, et même avec les 21,5% observés à Genève. Une fonction publique forte joue bien sûr un rôle d'amortisseur en cas de récession, mais son coût freine ensuite le redémarrage, d'autant plus qu'une baisse de PIB augmente mécaniquement son poids dans l'économie cantonale au sortir de la crise.

N'oublions pas que de stabilisatrice, une administration publique trop lourde peut se muer en obstacle à une saine reprise. Tout est question de proportion. La comparaison avec Zurich et Genève, qui disposent aussi d'hôpitaux de pointe ainsi que d'une université, montre en tout cas que la fonction publique a atteint la taille critique en terre vaudoise et qu'il faut veiller à ce qu'elle ne s'étende pas. A fortiori lorsque l'on sait qu'après un retournement conjoncturel, il faut plusieurs années de forte croissance pour que le canton de Vaud remonte la pente et retrouve son niveau d'équilibre. Tel fut notamment le cas suite à la récession de 2003.

### Des signaux d'alarme à ne pas négliger

Autre leçon de cette étude, le rythme des créations d'entreprises demeure élevé, mais un certain essoufflement est perceptible depuis quelques années déjà. Entre 2002 et 2004, leur nombre a bondi de 33%, mais elles se sont ensuite stabilisées aux niveaux atteints. L'observation est la même pour l'emploi, qui avait bondi de 28% à cette époque. Autre signal d'alerte: alors que le canton de Vaud surpassait systématiquement Genève en termes de création d'entreprises et d'emplois jusqu'en 2007, la tendance s'est inversée depuis lors. S'il est bien entendu trop tôt pour parler de nouvelle tendance de long terme, l'avertissement ne doit pas être ignoré dans un canton qui se singularise par sa fiscalité particulièrement lourde envers les entreprises.

Sur le front de la promotion économique, le document démonte enfin une idée reçue: les implantations de sociétés ont plutôt eu tendance à fléchir depuis 2004 et non à augmenter. Au final, les entreprises étrangères ne sont «responsables» que de 15,6% des emplois créés par l'ensemble des entreprises nouvelles créées dans le canton entre 2001 et 2009. Autre observation: si les entreprises attirées étaient majoritairement orientées services jusqu'en 2009, l'industrie prédomine depuis lors. Mais reconnaissons-le, le «monitoring» de la promotion économique demeure encore largement lacunaire, et cet état de fait explique sans doute les multiples critiques dont elle fait l'objet. Une chose est néanmoins sûre: cet instrument garde toute sa pertinence. Il mérite sans doute d'être affiné, mais le renouvellement du tissu économique local doit pouvoir s'appuyer sur une promotion professionnelle, efficace et entreprenante.

Le fort ralentissement conjoncturel de l'automne et les restructurations en cascades de plusieurs fleurons de notre industrie nous ont démontré que rien n'est acquis. Et les multinationales récemment installées ne sont peut-être pas là pour l'éternité. Mais sombrer dans le pessimisme et songer à bétonner les emplois et les entreprises existantes, en empêchant l'économie de s'adapter, ne sont pas des solutions. Il faut au contraire aller de l'avant: adapter les infrastructures routières et ferroviaires aux nouvelles réalités économiques et démographiques et continuer à investir dans la formation et l'innovation.

L'étude de Délia Nilles nous montre à point nommé que le canton de Vaud, plus vigoureux et résistant que jamais, dispose en fait des meilleurs atouts pour aborder cette période frappée du sceau de l'incertitude, tant il est vrai qu'il faudra des années pour que la crise internationale de la dette se résorbe. Reste à choisir les bonnes options. Diversification, équilibre, dynamisme... Sur le fond, les recettes de la décennie 2000 restent parfaitement valables.

Claudine Amstein  
CVCI

Olivier Feller  
CVI

Christophe Reymond  
FPV

## Table des matières

	Pages
<b>Principaux résultats</b>	<b>7</b>
<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>1. Développement économique général du canton de Vaud</b>	<b>11</b>
<b>1.1 PIB vaudois</b>	<b>11</b>
1.1.1 Evolution entre 1995 et 2010	11
1.1.2 PIB réel par habitant	14
1.1.3 Comparaison avec l'économie suisse	16
<b>1.2 Branches principales d'activité économique</b>	<b>18</b>
1.2.1 Evolution entre 1995 et 2010	18
1.2.2 Valeur ajoutée selon la technologie et l'intensité de connaissances	25
1.2.3 Comparaison avec l'économie suisse	27
<b>1.3 Emplois</b>	<b>29</b>
<b>1.4 Entreprises</b>	<b>35</b>
<b>2. Implantation d'entreprises grâce à la promotion exogène</b>	<b>38</b>
<b>2.1 La promotion économique vaudoise</b>	<b>38</b>
<b>2.2 Entreprises et emplois créés dans le cadre de la promotion exogène</b>	<b>39</b>
<b>2.3 Valeur ajoutée</b>	<b>44</b>
<b>2.4 Promotion endogène</b>	<b>44</b>
<b>2.5 Impact indirect</b>	<b>45</b>
<b>3. Annexes</b>	<b>46</b>

## Principaux résultats

Depuis 2004, l'économie vaudoise connaît une croissance nettement supérieure à la moyenne de long terme, interrompue seulement par l'année de crise 2009. Le PIB réel par habitant a également augmenté, de même que la part de l'économie vaudoise dans l'économie helvétique.

Les branches de l'administration publique, du commerce, des services aux entreprises et des activités financières représentent 60% de la valeur ajoutée totale du canton, la branche de l'administration publique ayant le poids le plus élevé.

Les branches du commerce, de la chimie, de la finance et des services aux entreprises se sont renforcées au cours de la période 2003-2010. Plus de la moitié de la valeur ajoutée de la branche «finance» est désormais imputable aux activités d'assurances dans lesquelles le canton s'est fortement développé.

Les activités du canton se sont récemment multipliées dans les industries de haute et moyenne-haute technologie et dans les services à forte intensité de connaissances.

En termes d'emplois (en équivalents plein temps), on note la prépondérance de la branche de l'administration publique, qui s'approche du seuil de 30% en 2010. En deuxième place, on trouve la branche du commerce avec 17%.

La part des entreprises implantées sur sol vaudois grâce à la promotion économique exogène représentent en moyenne 5,8% du total des entreprises créées dans le canton. Les emplois issus de l'implantation atteignent 15,6% des emplois des nouvelles entreprises créées au total.

Par entreprise implantée, les emplois annoncés s'élèvent à 19 en moyenne et les emplois créés directement à 5.

Les nouvelles entreprises venant s'implanter dans le canton sont actives surtout dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

Les emplois créés et annoncés à l'implantation des entreprises mènent à une valeur ajoutée représentant 0,5% de la valeur ajoutée totale. Si l'on prend en considération également les emplois concernés par la promotion économique endogène, la contribution à la valeur ajoutée totale du canton atteint 3,3%.





## Introduction

La présente étude a pour objectif de mettre en perspective les résultats de la promotion économique du canton de Vaud et le développement économique général du canton. L'étude s'articule autour de deux parties principales, à savoir une partie consacrée au développement de l'économie vaudoise en général et une autre consacrée au développement économique résultant des actions de la promotion économique du canton de Vaud.

La première partie analyse l'évolution de l'économie vaudoise au cours d'une longue période (1995-2010), en commençant par la variable la plus usuelle, à savoir le produit intérieur brut vaudois. Ce dernier sera également comparé au produit intérieur brut national, afin de déceler les différences structurelles entre l'économie vaudoise et l'économie suisse. Ensuite, nous analyserons l'évolution des branches principales d'activité économique, ainsi que la contribution de chacune de ces branches à la valeur ajoutée totale du canton, ce qui permet de déterminer quelles sont les branches qui ont le plus de poids dans l'économie vaudoise. L'évolution à travers le temps identifiera les branches qui se sont renforcées au fil du temps et au détriment de quelles autres. Une comparaison avec les mêmes branches au niveau national permettra à nouveau de révéler d'éventuelles différences entre les économies vaudoise et helvétique. Nous examinerons également le type d'emplois créés dans l'économie vaudoise ainsi que la proportion d'emplois à haute et à faible valeur ajoutée. Cette partie se terminera par une analyse des entreprises créées au total dans l'économie vaudoise.

De façon générale, la deuxième partie reprend les divers points de la première partie, mais pour les entreprises en contact avec la promotion économique, en mettant l'accent sur la promotion exogène. L'objectif est de mesurer le poids des entreprises et des emplois créés grâce à la promotion économique, ainsi que leur contribution à la valeur ajoutée totale du canton. En premier lieu, nous examinerons l'évolution du nombre et la nature des entreprises qui se sont implantées dans le canton avec l'aide de la promotion économique exogène ainsi que les emplois correspondants. Ensuite, nous tenterons d'évaluer la contribution de ces entreprises à la valeur ajoutée du canton.

Finalement, nous comparerons la contribution, en termes d'emplois et de valeur ajoutée, des entreprises en relation avec la promotion économique avec celles de l'ensemble des entreprises dans le canton.



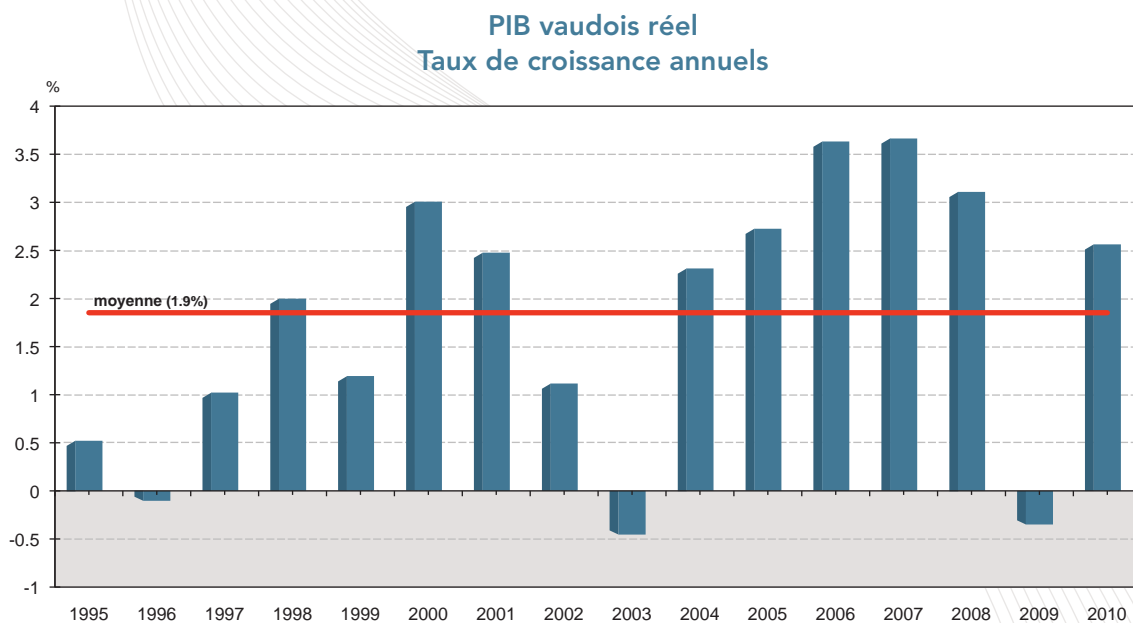
## 1. Développement économique général du canton de Vaud

Cette partie décrit l'économie vaudoise à travers le temps et souligne ses caractéristiques ainsi que ses différences avec l'économie suisse dans son ensemble.

### 1.1 PIB vaudois

#### 1.1.1 Evolution entre 1995-2010

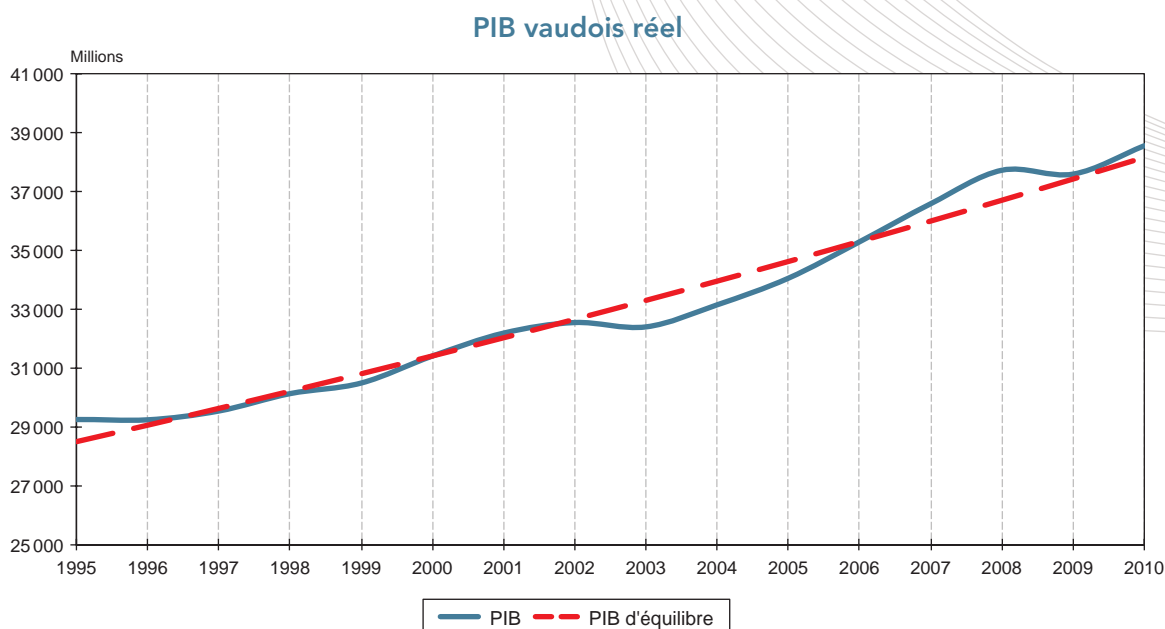
Le produit intérieur brut (PIB) est la variable la plus communément utilisée pour mesurer la croissance générale d'une économie ou d'une région économique. Le graphique 1 illustre l'évolution des taux de croissance du PIB vaudois au cours de la période 1995-2010 et autour de la croissance moyenne observée au cours de la même période<sup>1</sup>, qui s'élève à 1,9% par année. Tout en montrant globalement les années à croissance forte et celles à croissance faible, le graphique fait ressortir avant tout que l'économie vaudoise a connu une croissance nettement supérieure à la moyenne au cours d'une période assez longue, débutant en 2004, et interrompue seulement par l'année de crise 2009 (voir les chiffres détaillés dans le tableau 1).



Graphique 1

<sup>1</sup> Pour une description plus détaillée concernant la méthode d'estimation du PIB vaudois, voir D. Nilles et C. Sfreddo, *Estimation du PIB vaudois*, Institut CREA de macroéconomie appliquée, avril 2008.

Pour mieux distinguer les années de haute et de faible conjoncture, il convient d'examiner l'évolution du PIB non seulement sous l'angle des taux de croissance, mais également sous celui du volume<sup>2</sup>, tel qu'illustré dans le graphique 2. Ce dernier illustre les cycles conjoncturels de l'économie vaudoise autour du PIB d'équilibre de long terme, basé sur l'évolution de long terme de l'emploi et de la productivité<sup>3</sup>. On remarque que, de 1997 à 2002, l'économie vaudoise évolue étroitement autour de son PIB d'équilibre. Pendant les années 2003 à 2005, elle traverse une période de faible conjoncture, le PIB observé étant inférieur au niveau d'équilibre, alors même que les taux de croissance sont élevés en 2004-2005, et au cours de la période 2007 à 2009, l'économie vaudoise se trouve nettement au-dessus de son niveau de long terme. Ainsi, il fallait une croissance élevée pendant plusieurs années (2004-2008) pour que le PIB vaudois puisse, premièrement, combler le terrain perdu en 2003 et, deuxièmement, dépasser son niveau d'équilibre finalement en 2007. La longue période de croissance continue depuis 2004 fut interrompue seulement en 2009, année de crise économique faisant chuter le PIB, mais non au-dessous de son niveau d'équilibre.



Graphique 2

<sup>2</sup> C'est-à-dire en termes réels.

<sup>3</sup> La productivité étant égale à la production totale divisée par l'emploi, il s'ensuit que la production totale (c'est-à-dire le PIB) peut être calculée à partir de la productivité multipliée par l'emploi. Dès lors, sur une longue période, on peut estimer la tendance de la productivité à partir des chiffres observés, ainsi que celle de l'emploi et en déduire une tendance pour le PIB de long terme qu'on appelle aussi PIB d'équilibre. Le PIB de long terme construit de cette façon donnera un taux de croissance moyen équivalent au taux moyen observé.

Le graphique 2 montre ainsi qu'on peut avoir des taux de croissance élevés, mais néanmoins pas assez, ou pas sur une période assez longue, pour combler le terrain perdu lors d'années de crise. Après un retournement conjoncturel, quand le PIB tombe nettement au-dessous de son PIB d'équilibre, tel que ce fut le cas en 2003, il faut parfois plusieurs années de forte croissance pour remonter la pente. En 2003, il manquait environ 900 millions (soit 2,7%) au PIB vaudois par rapport à son PIB de long terme et trois années de croissance de plus de 2%, voire 3%, ont été nécessaires pour permettre au PIB vaudois de remonter la pente.

Après la crise financière et économique de 2009, l'économie vaudoise a rapidement retrouvé le chemin de la croissance, dépassant en 2010 celle observée en moyenne depuis 1995. Le tableau 2 indique que les activités économiques se sont redressées dès la fin de l'année 2009, le taux de croissance trimestriel annuel du produit intérieur brut (PIB), mesuré par les taux de croissance entre un trimestre et le même trimestre de l'année précédente (t-4), redevenant positif au 4<sup>e</sup> trimestre 2009, alors que la tendance sous-jacente, mesurée par les taux de croissance entre un trimestre et le trimestre précédent (t-1), pointait vers le haut au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 déjà, laissant entrevoir la sortie de la récession.

#### PIB vaudois réel: taux de croissance annuels

1995	0.5	}	0.9
1996	-0.1		
1997	1.0		
1998	2.0	}	1.5
1999	1.2		
2000	3.0		
2001	2.5	}	2.5
2002	1.1		
2003	-0.5		
2004	2.3	}	2.5
2005	2.7		
2006	3.6		
2007	3.7	}	2.5
2008	3.1		
2009	-0.3		
2010	2.6	}	2.5
<b>moyenne</b>	<b>1.9</b>		

Tableau 1

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois.

### PIB vaudois réel: taux de croissance trimestriels

	t/t-4	t/t-1
2008.1	3.8	2.0
2008.2	4.3	0.6
2008.3	3.0	-0.1
2008.4	1.4	-0.1
2009.1	-0.8	-0.1
2009.2	-1.5	0.7
2009.3	-0.1	0.5
2009.4	1.0	0.5
2010.1	2.0	0.8
2010.2	2.7	-0.4
2010.3	2.3	1.0
2010.4	2.6	0.7

Tableau 2

Source: Institut CREA, estimations trimestrielles du PIB vaudois.

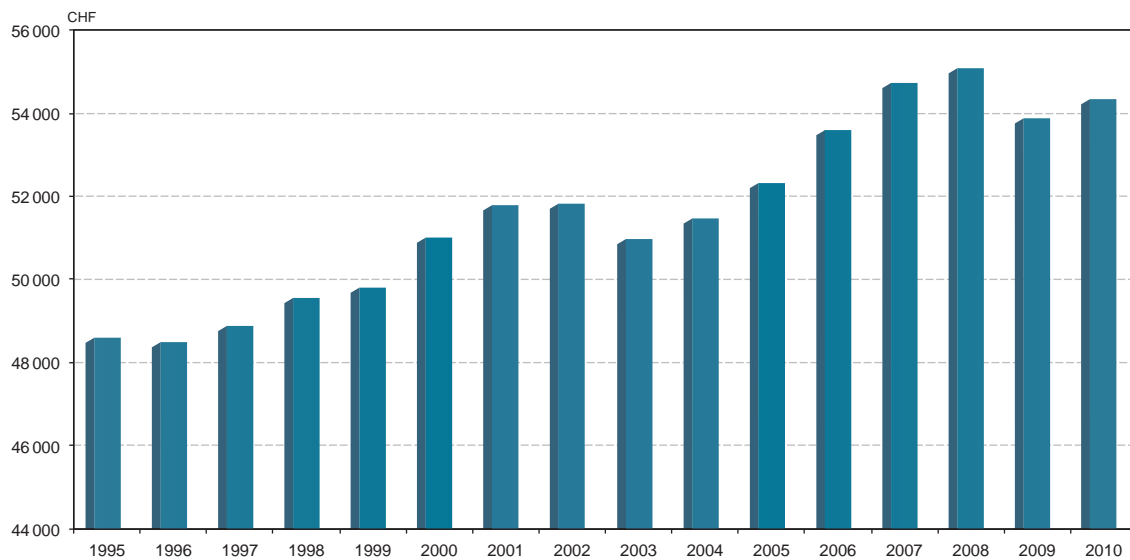
#### 1.1.2 PIB réel par habitant

Les fluctuations conjoncturelles illustrées dans le graphique 2 se reflètent dans l'évolution du PIB réel par habitant, comme le montrent les graphiques 3 et 4. Selon les estimations les plus récentes, le PIB réel par habitant atteint 54'339 francs en 2010. En situation conjoncturelle favorable, le PIB réel par habitant est plus élevé et inversement en période de faible conjoncture, ceci d'autant plus que la population<sup>4</sup> du canton de Vaud augmente de façon plutôt régulière (voir graphique 4), excepté en 2008 où l'on enregistre un bond de 2,4%. Il est cependant vrai que la croissance moyenne de la population (1,6%) observée au cours de la période 2003-2010 dépasse celle de la période 1995-2002 (0,5%).

Le graphique 3 confirme la croissance très soutenue de l'économie vaudoise observée depuis 2003 environ. En effet, c'est à partir de ce moment-là que le PIB réel par habitant augmente de façon marquée, pour atteindre un sommet en 2008 avec 55'074 francs par habitant. Rappelons encore une fois que la progression du PIB par habitant au cours de la période 2003-2008 est due au renforcement proportionnellement plus marqué de l'économie vaudoise par rapport à la population, étant donné que le PIB réel a augmenté de 16,4% sur l'ensemble de la période, alors que la population n'a augmenté que de 7,7%.

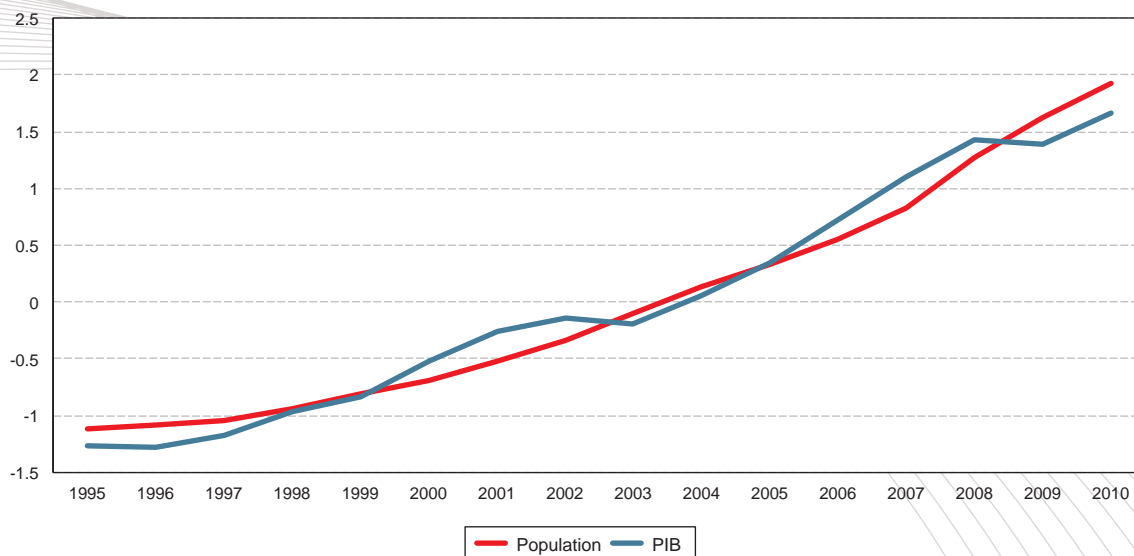
<sup>4</sup> Population résidente permanente.

### PIB réel par habitant



Graphique 3

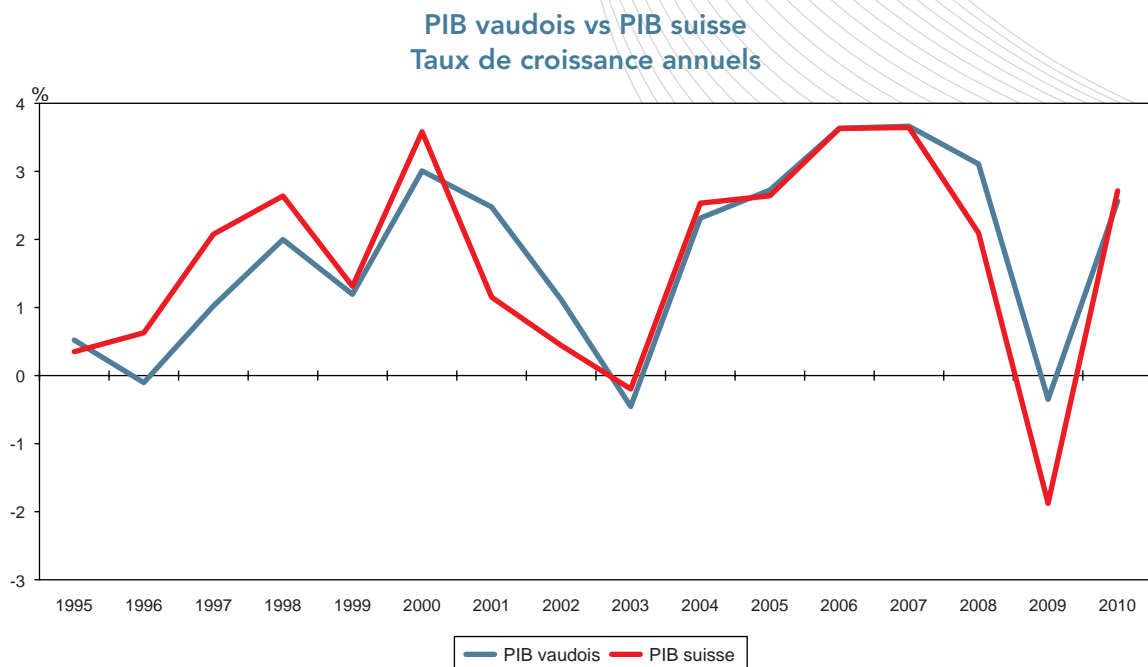
### PIB réel et population échelle logarithmique, normalisée



Graphique 4

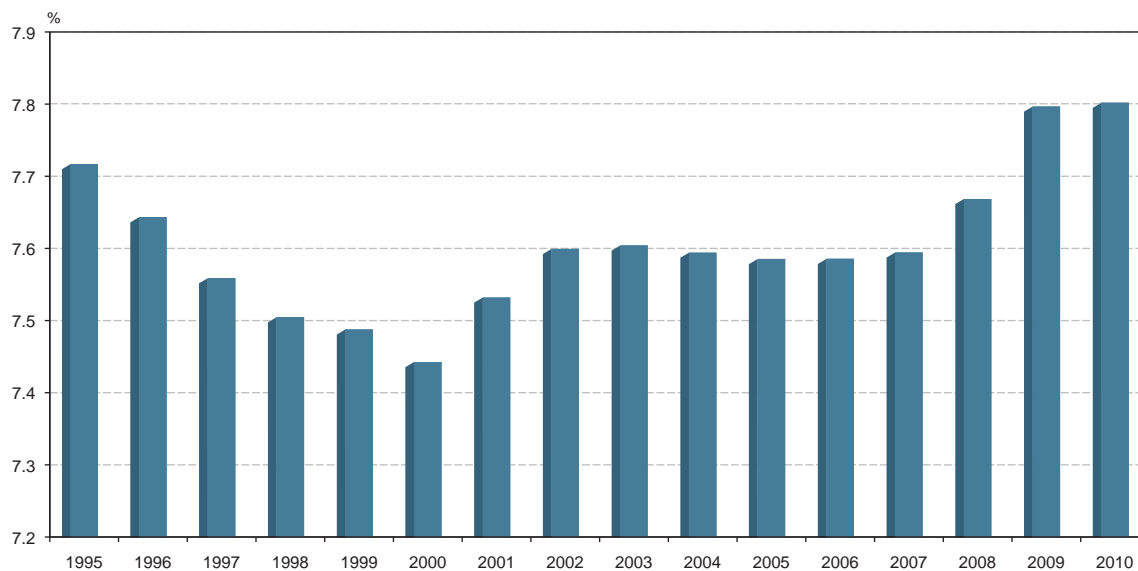
### 1.1.3 Comparaison avec l'économie suisse

Le graphique 5 et le tableau 3 comparent l'évolution du PIB vaudois à celle du PIB helvétique. Sur l'ensemble de la période 1995-2010, le PIB vaudois a augmenté presque au même rythme que le PIB helvétique, à savoir 1,9% contre 1,8% en moyenne par année (tableau 3). En revanche, on peut distinguer deux sous-périodes, à savoir d'une part la période 1995-2002, où le PIB helvétique a augmenté en moyenne plus fortement que le PIB vaudois (1,7% contre 1,5%), et d'autre part la période depuis 2003, où c'est le PIB vaudois qui a progressé plus fortement que le PIB helvétique (2,5% contre 2,2%) et cela pour deux raisons. Premièrement, pendant les années de crise 2008-2009, l'économie vaudoise s'en est mieux tirée que l'économie suisse dans son ensemble. Deuxièmement, l'économie vaudoise s'est renforcée à partir de 2003 et cette dynamique s'est perpétuée jusqu'à présent de sorte qu'à l'heure actuelle, la part du PIB vaudois dans le PIB suisse atteint 7,8%, part la plus élevée depuis le début de la période d'observation (voir le graphique 6). La partie suivante, qui traite des branches d'activité, en donnera une explication.





Part du PIB vaudois dans le PIB suisse



Graphique 6

PIB suisse et PIB vaudois réels  
Taux de croissance annuels (%)

	Suisse		Vaud	
1995	0.4	1.7	0.5	1.5
1996	0.6		-0.1	
1997	2.1		1.0	
1998	2.6		2.0	
1999	1.3		1.2	
2000	3.6		3.0	
2001	1.2		2.5	
2002	0.4	1.1		
2003	-0.2	2.2	-0.5	2.5
2004	2.5		2.3	
2005	2.6		2.7	
2006	3.6		3.6	
2007	3.6		3.7	
2008	2.1		3.1	
2009	-1.9		-0.3	
2010	2.7	2.6		
<b>moyenne</b>	<b>1.8</b>		<b>1.9</b>	

Tableau 3

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois, et SECO, estimation du PIB suisse.

## 1.2 Branches principales d'activité économique

### 1.2.1 Evolution entre 1995 et 2010

Le cadre général étant posé, examinons maintenant l'évolution des branches principales d'activité économique au cours de la période 1995-2010, qui donne une idée sur les caractéristiques et changements structurels que l'économie vaudoise a connus au cours de la période sous revue. Nous avons retenu ici 13 branches principales d'activités qui composent la valeur ajoutée totale du canton, à savoir le secteur primaire, 5 branches appartenant au secteur secondaire et 7 appartenant au secteur tertiaire. Le détail des branches principales est indiqué dans l'annexe (tableau A2). A noter que la différence entre le PIB et le total de valeur ajoutée correspond aux impôts moins les subventions<sup>5</sup>.

Les tableaux et graphiques qui suivent donnent l'évolution sur une longue période des 13 branches principales d'activités économiques retenues. Le graphique 7 montre que quatre branches représentent à elles seules 60% de la valeur ajoutée totale dans l'économie vaudoise, à savoir la branche de l'administration publique, santé, éducation, sports (22%), celle du commerce de gros et de détail (14%), celle des services aux entreprises<sup>6</sup> (13%) et celle de activités financières et assurances<sup>7</sup> (10%), ces chiffres correspondant à des parts moyennes observées sur l'ensemble de la période 1995-2010.

La branche de l'administration publique, santé, éducation, sports, etc., que nous appellerons parfois simplement «administration publique», représente donc une part importante dans l'économie vaudoise, plus importante qu'au niveau suisse, où la part de cette branche n'atteint que 19% en moyenne. Cette branche, telle qu'elle est retenue ici, regroupe l'administration publique, la défense, la sécurité sociale obligatoire, l'éducation et l'enseignement, la santé, les affaires vétérinaires et l'action sociale, l'assainissement et la gestion de déchets ainsi que les activités associatives, culturelles et sportives. Le tableau 4 montre que, dans cette branche, c'est le groupe administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire qui a le poids le plus élevé dans le total de la valeur ajoutée (12,1%), suivi des activités du groupe santé et action sociale (7,5%), l'enseignement n'atteignant que 0,8%. L'administration publique regroupe des «unités qui permettent à l'administration de la communauté de fonctionner correctement»<sup>8</sup>. L'enseignement comprend l'activité d'enseignement proprement dite, mais non la tutelle de l'éducation, qui relève de l'administration. La branche

<sup>5</sup> Voir à ce sujet également D. Nilles et C. Sfredo, *Estimation du PIB vaudois*, Institut CREA de macroéconomie appliquée, avril 2008.

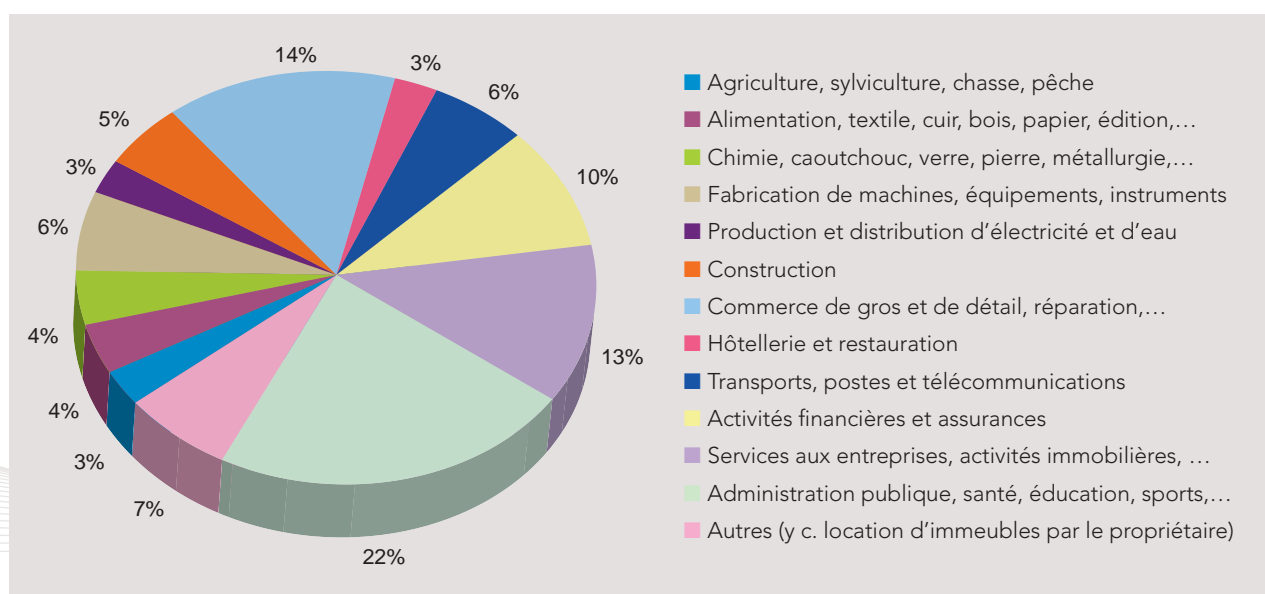
<sup>6</sup> Ces services, achetés par les entreprises, incluent les conseils et assistance, les activités juridiques et comptables ainsi que la location de véhicules, entre autres.

<sup>7</sup> Sans assurance sociale obligatoire.

<sup>8</sup> Voir Notes explicatives, *Nomenclature générale des activités économiques*, OFS.

de l'enseignement comprend l'enseignement public et privé de tous les degrés et dans toutes les disciplines. Le groupe santé et action sociale comprend les activités tournées vers la santé humaine (essentiellement activités hospitalières et médicales), les activités vétérinaires et l'action sociale (maisons pour personnes âgées, homes médicalisés, institutions pour handicapés, foyers pour enfants, etc.).

### Valeur ajoutée par branche principale d'activité Part moyenne dans la valeur ajoutée totale, 1995-2010



Graphique 7

### Valeur ajoutée de la branche appelée administration publique Part dans la valeur ajoutée totale (%)

	1995-2010	1995-2002	2003-2010
Administrations publiques, sécurité sociale	12.1	12.4	11.9
Education et enseignement	0.8	0.8	0.8
Santé et action sociale	7.5	7.4	7.7
Assainissement, gestion des déchets	0.4	0.4	0.3
Activités associatives, culturelles et sportives	1.7	1.7	1.8

Tableau 4

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois.

Le tableau 5 donne une comparaison de la répartition des branches dans l'économie vaudoise avec celle du canton de Genève, de la ville de Zurich et de l'agglomération de Zurich<sup>9</sup>. Par rapport à ces trois cantons/villes, on remarque que le poids de l'administration publique vaudoise est le plus élevé. A titre de comparaison, le poids de l'administration publique dans le canton de Berne est plus élevé et atteint environ 27% en 2010, ce qui est normal au vu des missions administratives de la Berne fédérale.

### Valeur ajoutée par branche principale d'activité économique Part moyenne dans la valeur ajoutée totale (%), 1995-2010

	VD	GE	Ville ZH	Agglo ZH
Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	2.8	0.6	0.1	0.4
Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	3.9	1.5	2.7	3.7
Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métal.	4.2	3.1	0.8	2.7
Fabrication de machines, équipements, instr.	6.3	6.0	1.9	5.6
Production/distribution d'électricité & d'eau	2.8	2.1	1.3	1.2
Construction	5.3	3.8	3.4	4.4
Commerce de gros et de détail, réparation	14.7	14.8	9.9	14.1
Hôtellerie et restauration	2.7	2.6	2.5	2.2
Transports, postes et télécommunications	6.0	5.0	6.7	7.4
Activités financières et assurances	9.6	22.8	33.1	22.7
Services aux entreprises, activités immob.	12.5	13.3	14.9	14.3
<b>Administration publique, santé, éducation</b>	<b>22.6</b>	<b>21.5</b>	<b>17.5</b>	<b>15.7</b>
Autres	6.8	3.0	5.1	5.4

Tableau 5  
Source: calculs propres

Un autre point intéressant est d'observer l'évolution des diverses branches d'activités à travers le temps pour déceler les branches qui se sont renforcées et au détriment de quelles autres. C'est ce qu'illustrent les tableaux 5 et 6. Il ressort du tableau 6 que les branches du commerce, de la construction, des transports et télécommunication, de la finance et des services aux entreprises se sont renforcées au cours de la période 2003-2010. Le poids de certaines autres branches a en revanche diminué en tendance. C'est le cas pour l'administration publique – dont la part est passée de 22,7% à 22,4% –, pour la branche de l'alimentation, textile, cuir, bois, édition (branche 2) et pour celle de l'hôtellerie & restauration (branche 8). Le détail de la branche alimentation, textile, cuir, bois, édition (annexe, tableau A3) indique toutefois que c'est le groupe 22, édition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatique, représentant environ 30% de la branche, qui est à l'origine de cette perte de poids pour l'ensemble de la branche.

<sup>9</sup> Pour lesquels l'Institut CREA calcule un PIB.

**Valeur ajoutée brute par activité économique**  
Part dans la valeur ajoutée totale (%)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne
<b>1</b>	4.2	3.8	3.7	3.7	3.4	3.1	2.7	2.6	2.3	2.4	2.2	2.0	2.1	2.0	1.9	1.8	<b>2.8</b>
<b>2</b>	4.1	4.0	4.2	4.0	4.2	4.2	4.2	4.1	3.9	3.7	3.6	3.5	3.5	3.6	3.5	3.6	<b>3.9</b>
<b>3</b>	4.0	4.0	4.0	4.0	4.1	4.1	4.3	4.2	4.0	4.0	4.1	4.3	4.6	4.6	4.4	4.6	<b>4.2</b>
<b>4</b>	6.2	6.1	6.2	6.2	6.3	6.3	6.4	6.3	6.1	6.1	6.3	6.4	6.6	6.7	5.8	5.9	<b>6.3</b>
<b>5</b>	3.6	3.3	3.2	3.0	3.1	3.0	3.0	2.5	2.4	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4	2.5	2.5	<b>2.8</b>
<b>6</b>	6.0	5.4	4.8	4.8	4.9	5.1	5.0	5.2	5.3	5.3	5.5	5.5	5.4	5.4	5.5	5.5	<b>5.3</b>
<b>7</b>	14.7	14.4	14.2	14.0	14.2	14.1	14.6	14.9	15.0	14.9	14.9	14.8	14.7	15.1	14.9	15.2	<b>14.7</b>
<b>8</b>	3.0	3.0	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0	2.8	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	<b>2.7</b>
<b>9</b>	5.6	5.7	5.6	5.9	5.4	5.2	5.4	6.3	6.5	6.8	7.0	6.8	6.4	6.0	6.0	6.0	<b>6.0</b>
<b>10</b>	7.1	8.1	9.3	9.8	9.7	10.6	9.2	9.5	10.2	10.0	9.4	10.1	10.9	10.4	10.1	9.3	<b>9.6</b>
<b>11</b>	11.6	12.1	12.2	12.4	12.6	12.0	12.4	11.9	11.4	11.9	12.3	12.7	12.9	13.4	14.3	14.3	<b>12.5</b>
<b>12</b>	22.7	23.0	22.8	22.5	22.4	22.4	22.8	23.0	23.4	23.3	23.1	22.4	21.6	21.3	22.1	22.0	<b>22.6</b>
<b>13</b>	7.1	6.9	6.7	6.6	6.8	6.9	7.0	6.7	6.8	6.7	6.7	6.6	6.5	6.5	6.7	6.8	<b>6.8</b>
<b>Primaire</b>	4.2	3.8	3.7	3.7	3.4	3.1	2.7	2.6	2.3	2.4	2.2	2.0	2.1	2.0	1.9	1.8	<b>2.7</b>
<b>Secondaire</b>	23.9	22.9	22.5	22.1	22.5	22.7	23.0	22.2	21.8	21.5	21.9	22.1	22.4	22.8	21.6	22.1	<b>22.4</b>
<b>Tertiaire</b>	71.9	73.3	73.8	74.2	74.2	74.3	74.3	75.2	75.9	76.1	75.9	75.9	75.5	75.2	76.4	76.1	<b>74.9</b>

<b>1</b>	Secteur primaire	<b>8</b>	Hôtellerie & Restauration
<b>2</b>	Alimentation, bois, papier, impression, textile	<b>9</b>	Transports, postes et télécommunications
<b>3</b>	Chimie, caoutchouc, verre, métallurgie	<b>10</b>	Activités financières et assurances
<b>4</b>	Machines, équipement	<b>11</b>	Services aux entreprises, activités informatiques
<b>5</b>	Electricité et eau	<b>12</b>	Administration publique, santé, éducation, sports
<b>6</b>	Construction	<b>13</b>	Autres
<b>7</b>	Commerce de gros et de détail		

Tableau 6

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois<sup>10</sup>.<sup>10</sup> Voir l'annexe (tableau A2) pour le détail des branches d'activité principales.

**Valeur ajoutée brute par activité économique**  
**Part dans la valeur ajoutée totale (%)**

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	2.8	3.4	2.1
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	3.9	4.1	3.6
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métall.	4.2	4.1	4.3
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	6.3	6.3	6.2
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	2.8	3.1	2.4
6	Construction	5.3	5.1	5.4
7	Commerce de gros et de détail, réparation	14.7	14.4	14.9
8	Hôtellerie et restauration	2.7	3.0	2.5
9	Transports, postes et télécommunications	6.0	5.6	6.4
10	Activités financières et assurances	9.6	9.2	10.1
11	Services aux entreprises, activités immob.	12.5	12.2	12.9
12	Administration publique, santé, éducation, ...	22.6	22.7	22.4
13	Autres	6.8	6.8	6.7
	<b>secteur primaire</b>	<b>2.7</b>	<b>3.4</b>	<b>2.1</b>
	<b>secteur secondaire</b>	<b>22.4</b>	<b>22.7</b>	<b>22.0</b>
	<b>secteur tertiaire</b>	<b>74.9</b>	<b>73.9</b>	<b>75.9</b>

Tableau 7

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois.

Les résultats plus haut sont en partie confirmés par l'évolution des taux de croissance réels indiqués dans les tableaux 8 et 9. Sur l'ensemble de la période, les activités de l'hôtellerie et de la restauration sont les seules, avec le secteur primaire, à avoir diminué en tendance, même si ces deux branches se sont redressées au cours de la deuxième période 2003-2010. Le taux de croissance annuel moyen de l'hôtellerie et restauration restant cependant inférieur à 1% (0,6% en 2003-2010), cette branche est une des branches qui progresse le moins. Parmi les branches qui se sont développées le plus sur l'ensemble de la période, on peut citer celle des transports et télécommunications, celle des activités financières et assurances, celle du service aux entreprises et celle de la chimie et travail des métaux (voir tableau 9 et tableau A4 en annexe). Certaines branches se sont renforcées surtout à partir de 2003. Il s'agit en particulier de la chimie, du commerce de gros et de détail et du service aux entreprises. Cette dernière incorpore des activités telles que le conseil juridique, fiscal et fiduciaire et la gestion de holdings, mais aussi les études de marché, la location de véhicules, la publicité, la recherche ainsi que le placement de personnel, le nettoyage, la décoration, etc., qui sont toutes des activités qui se développent quand les activités économiques vont bien, ce qui est le cas pour l'économie vaudoise depuis 2003. Quant aux activités financières, nous avons vu plus haut que leur poids moyen a augmenté dans la valeur ajoutée totale depuis 2003, ce qui ne se reflète pas entièrement dans les taux de croissance du tableau 9.

En effet, les deux années de crise financière 2008-2009 ont tiré le taux de croissance moyen de cette branche plus fortement vers le bas que ce ne fut le cas pour d'autres branches. Sans les deux années 2008-2009, le taux de croissance moyen s'établit à environ 4,5% au cours de cette période. A noter également que, sur l'ensemble de la période, la branche de la finance est une des deux branches ayant enregistré le taux de croissance moyen le plus élevé (3,5%), l'autre étant celle des transports et télécommunications (4,6%). La branche de la finance s'est donc bel et bien renforcée dans l'économie vaudoise depuis 2003.

Parmi les activités de la branche «finance» dans son ensemble, il faut distinguer entre l'intermédiation financière et les activités d'assurances<sup>11</sup>. L'intermédiation financière regroupe en gros les activités de tous les types de banques, les activités de crédit-bail et d'octroi de crédits, les directions de fonds et les sociétés d'investissement. Parmi les assurances, on compte les assurances-vie, les caisses de pension, les assurances contre les accidents et les dommages, les réassurances, les caisses-maladie, les assurances-incendie obligatoires. Le secteur financier vaudois s'est fortement développé autour de ces activités d'assurances, la part moyenne dans la valeur ajoutée totale passant de 4,1% au cours des années 1995-2002 à 5% au cours de la période 2003-2010, la part de l'intermédiation financière étant, elle, restée stable au cours des deux mêmes périodes. Plus de la moitié de la valeur ajoutée de la branche de la finance est désormais imputable aux activités d'assurances<sup>12</sup>. On peut y voir un lien avec le développement économique général du canton, car si les activités économiques sont plus nombreuses, à travers les nouvelles entreprises et les nouveaux emplois, voire à travers l'augmentation de la population, les activités d'assurances en bénéficient. Des tests statistiques montrent, par exemple, que la corrélation entre la valeur ajoutée des activités d'assurances et l'évolution du PIB nominal s'élève à 0,96; c'est dire que le lien entre les deux variables est positif et que les deux variables tendent à évoluer presque en parallèle<sup>13</sup>. Une régression économétrique simple montre que, si le PIB vaudois augmente de 1%, les activités d'assurances tendent à augmenter de presque 2% en termes de valeur ajoutée.

Si l'on observe un renforcement de l'économie vaudoise à partir de 2003, c'est donc en grande partie dû aux branches de la finance et surtout des assurances, à celles du commerce, de la chimie, de la construction et des services aux entreprises. En revanche, la branche de l'hôtellerie & restauration est à la peine et la branche de l'administration publique est celle ayant le plus de poids dans l'économie vaudoise, tout en restant assez stable à travers le temps.

<sup>11</sup> A l'exception de l'assurance sociale obligatoire.

<sup>12</sup> Voir à ce sujet D. Nilles, *Une importance toujours plus confirmée*, Banque & Finance, N° 110, juillet/août 2011.

<sup>13</sup> Le coefficient de corrélation mesure la force du lien entre deux variables et est compris entre 0 et 1, en valeur absolue. Plus il s'approche de 1, plus le lien est élevé. Si le coefficient est proche de 0, il n'y a pas de lien entre les deux variables. Le signe du coefficient indique si les variables évoluent dans le même sens ou en sens inverse.

### Valeur ajoutée brute par activité économique Taux de croissance réels (%)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne
<b>1</b>	4.9	-0.6	-4.9	2.9	-1.7	-2.5	-6.8	-2.4	-13.9	10.9	-3.8	-5.4	9.9	-5.1	8.1	-1.5	<b>-1.3</b>
<b>2</b>	-6.4	-0.8	4.5	0.9	4.2	2.2	3.2	-0.4	-3.0	-1.8	-0.6	1.1	5.1	5.0	-2.8	6.5	<b>1.5</b>
<b>3</b>	1.7	0.5	2.7	1.6	2.9	5.3	6.1	1.2	-1.2	1.1	3.8	9.6	8.3	5.1	-4.2	7.6	<b>3.3</b>
<b>4</b>	-0.1	0.0	3.2	0.4	0.3	3.9	3.7	-1.3	-2.0	1.2	4.4	5.6	7.5	6.3	-15.2	5.0	<b>1.4</b>
<b>5</b>	6.9	-7.0	-2.1	-3.9	3.4	-0.6	3.1	-12.1	-1.6	-2.1	6.4	5.6	5.2	5.1	2.4	1.9	<b>0.1</b>
<b>6</b>	-8.0	-8.2	-7.0	0.9	-0.2	3.5	-1.0	6.3	3.9	1.5	5.1	1.5	0.4	2.6	2.4	3.7	<b>0.9</b>
<b>7</b>	2.5	-3.3	-0.5	-0.6	1.5	0.8	6.1	3.6	0.8	0.6	0.8	2.9	4.3	6.2	-2.7	5.0	<b>1.7</b>
<b>8</b>	-3.0	-2.0	-2.8	2.5	-0.3	1.1	1.4	-5.1	-7.0	-2.9	1.6	4.5	2.8	1.0	-3.6	1.2	<b>-0.6</b>
<b>9</b>	-0.3	1.4	0.8	7.8	-8.3	12.8	6.8	19.5	5.3	8.0	6.7	7.1	0.9	-2.3	-0.3	3.5	<b>4.4</b>
<b>10</b>	-2.2	10.4	11.3	10.1	4.3	10.6	-6.1	-0.6	-0.3	4.9	3.9	3.7	4.6	-3.2	-0.2	-1.4	<b>3.3</b>
<b>11</b>	0.9	2.7	0.7	3.1	-0.8	-2.7	4.5	-2.8	-6.0	6.0	5.1	7.4	6.5	7.3	4.0	1.6	<b>2.4</b>
<b>12</b>	2.2	0.7	-0.4	0.2	0.1	2.0	3.8	2.2	1.2	1.1	1.3	1.5	0.9	2.2	2.5	1.3	<b>1.4</b>
<b>13</b>	1.7	-1.4	-1.0	0.3	2.9	2.0	0.0	-1.3	1.6	-0.5	0.3	0.6	1.2	5.3	0.6	2.6	<b>0.9</b>
<b>PIB*</b>	<b>0.5</b>	<b>-0.1</b>	<b>1.0</b>	<b>2.0</b>	<b>1.2</b>	<b>3.0</b>	<b>2.5</b>	<b>1.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>2.3</b>	<b>2.7</b>	<b>3.6</b>	<b>3.7</b>	<b>3.1</b>	<b>-0.3</b>	<b>2.6</b>	<b>1.9</b>

<b>1</b>	Secteur primaire	<b>8</b>	Hôtellerie & Restauration
<b>2</b>	Alimentation, bois, papier, impression, textile	<b>9</b>	Transports, postes et télécommunications
<b>3</b>	Chimie, caoutchouc, verre, métallurgie	<b>10</b>	Activités financières et assurances
<b>4</b>	Machines, équipement	<b>11</b>	Services aux entreprises, activités informatiques
<b>5</b>	Electricité et eau	<b>12</b>	Administration publique, santé, éducation, sports
<b>6</b>	Construction	<b>13</b>	Autres
<b>7</b>	Commerce de gros et de détail		

Tableau 8

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois<sup>14</sup>.  
\* Il s'agit ici du PIB après imputation des impôts et subventions.

<sup>14</sup> Voir l'annexe pour le détail des branches d'activité principales (tableau A4).



**Valeur ajoutée brute par activité économique**  
**Taux de croissance réels (%)**

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	-1.3	-2.3	1.6
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	1.5	2.0	1.7
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métal.	3.3	2.9	4.4
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	1.4	1.4	1.8
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	0.1	-2.9	3.5
6	Construction	0.9	-0.9	2.4
7	Commerce de gros et de détail, réparation	1.7	1.0	2.4
8	Hôtellerie et restauration	-0.6	-0.8	0.6
9	Transports, postes et télécommunications	4.4	5.5	3.3
10	Activités financières et assurances	3.3	5.5	1.7
11	Services aux entreprises, activités immob.	2.4	0.6	5.4
12	Administration publique, santé, éducation	1.4	1.2	1.5
13	Autres	0.9	0.2	1.4
<b>PIB</b>		<b>1.9</b>	<b>1.5</b>	<b>2.5</b>

Tableau 9

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois<sup>15</sup>.

### 1.2.2 Valeur ajoutée selon la technologie et l'intensité de connaissances

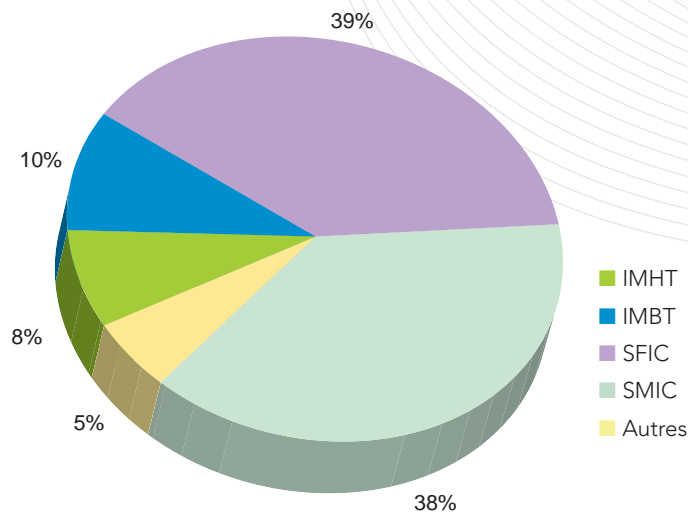
Il est intéressant d'observer l'économie vaudoise sous un autre angle, à savoir celui de la technologie et de l'intensité de connaissances. Il s'agit ici de la classification des industries manufacturières selon leur niveau technologique – fondée sur une classification Eurostat/OCDE reposant sur les dépenses de R&D par rapport au PIB ou intensité de R&D – et de la classification des services du secteur tertiaire selon leur intensité de connaissances<sup>16</sup>. On distingue ainsi, dans le secteur secondaire, les industries de haute et moyenne-haute technologie (IMHT) et les industries de basse et moyenne-basse technologie (IMBT) et, dans le secteur tertiaire, les services à forte intensité de connaissances (SFIC) et les services à moindre intensité de connaissances. Le graphique 8 ne fait que confirmer et souligner la prépondérance du secteur tertiaire en termes de valeur ajoutée dans l'économie vaudoise. Plus instructive est cependant l'évolution à travers le temps, indiquée dans le tableau 10. On remarque un développement marqué des activités dans le domaine des industries de

<sup>15</sup> Voir l'annexe pour le détail des branches d'activité principales.

<sup>16</sup> Voir p.ex. Eurostat, *Statistiques en bref*, Science et technologie, 13/2006, notes méthodologiques.

haute et moyenne-haute technologie au cours de la période récente, la part dans la valeur ajoutée totale de ces activités atteignant 8% en 2003-2010 contre 7,4% en 1995-2002. Il en est de même des activités appartenant aux services à forte intensité de connaissances, avec 39,8% contre 37,5% au cours des mêmes périodes sous revue. Ces deux types d'activités se sont développés au détriment des activités dans les industries de basse et moyenne-basse technologie et dans les services à moindre intensité de connaissances. Une étude récente, réalisée par la BCV, examine ces secteurs en détail et attire l'attention sur la place croissante des industries dites du savoir dans l'économie vaudoise depuis 2003<sup>17</sup>. L'étude montre que ces industries enregistrent des taux de croissance nettement plus élevés depuis 2003 que ce n'est le cas pour d'autres branches, contribuant ainsi au développement économique vaudois marqué observé depuis 2003 et venant confirmer les observations faites plus haut. L'économie vaudoise s'est renforcée avant tout dans les activités à haute valeur ajoutée. A noter toutefois qu'il est normal d'observer des taux de croissance plus élevés pour des branches ou des activités qui sont en phase de développement.

**Valeur ajoutée par type d'activité**  
Part moyenne 1995-2010



Graphique 8

<sup>17</sup> *Neuro-Valley. Le canton de Vaud au carrefour des hautes technologies et du savoir*, Paul Coudret, Observatoire BCV de l'économie vaudoise, BCV, septembre 2009.

**Valeur ajoutée par type d'activité**  
Part dans la valeur ajoutée totale (%)

	1995-2010	1995-2002	2003-2010
<b>IMHT</b>	7.7	7.4	8.0
<b>IMBT</b>	9.9	10.8	9.0
<b>SFIC</b>	38.6	37.5	39.8
<b>SMIC</b>	38.4	39.0	37.7
<b>Autres</b>	5.4	5.3	5.5

Tableau 10  
Source: Calculs propres

IMHT = Industries de haute et moyenne-haute technologie  
 IMBT = Industries de basse et moyenne-basse technologie  
 SFIC = Services à forte intensité de connaissances  
 SMIC = Services à moindre intensité de connaissances

### 1.2.3 Comparaison avec l'économie suisse

Le tableau 11 permet de noter les différences structurelles entre l'économie vaudoise et l'économie helvétique. Dans son ensemble, la structure de l'économie vaudoise ne s'écarte pas trop de celle de la Suisse et il n'y a aucune branche qui sorte du lot, à l'inverse par exemple de l'économie genevoise, où la branche de la finance est prépondérante, avec un poids nettement plus élevé qu'au niveau suisse. Quelques branches vaudoises ont cependant un poids moins élevé qu'au niveau suisse (voir aussi le tableau A5 en annexe). Il s'agit plus particulièrement de la branche 3, comprenant l'industrie chimique, la métallurgie, la fabrication d'articles en caoutchouc, etc., avec une part de 4,2% contre 7% au niveau suisse, la chimie seule ne représentant que 1,8% (contre 3,5%). Il en est de même de la branche 4, fabrication de machines, d'équipements électroniques et informatiques, etc. D'autres branches vaudoises ont en revanche un poids plus élevé qu'au niveau suisse. Il s'agit du commerce de gros et de détail (branche 7), des activités de service aux entreprises (branche 11) et surtout de l'administration publique. Quant à la branche «finance» (branche 10), l'image est trompeuse et il faut de nouveau analyser séparément les deux composantes de cette branche, à savoir l'intermédiation financière et les activités d'assurances. Alors que pour l'intermédiation financière, le poids vaudois est inférieur à celui mesuré au niveau suisse, l'inverse s'observe pour les activités d'assurances, confirmant ce que nous avons mentionné plus haut, à savoir que le secteur financier vaudois dans son ensemble a développé ses activités surtout dans les assurances.

La partie 1.1.3 ci-dessus montre que l'économie vaudoise a pris plus de place dans l'économie suisse à partir de 2000 et plus particulièrement au cours des années récentes. Pour voir à quelle(s) branche(s) d'activité cette progression peut être attribuée, il faut examiner le poids des diverses branches vaudoises par rapport aux mêmes branches sur le plan suisse (tableau 12). Ce tableau indique clairement que la majorité des branches vaudoises, à savoir

8 sur 13, ont pris plus de poids dans l'économie suisse au cours de la période 2003-2010. Il s'agit en particulier des branches de l'alimentation<sup>18</sup>, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie et restauration, des transports et télécommunications et des services aux entreprises. La place des autres branches vaudoises dans l'économie suisse est restée stable, à l'exception du secteur primaire vaudois, qui a perdu pas mal de poids dans l'économie suisse.

### Valeur ajoutée brute par activité économique Part moyenne dans la valeur ajoutée totale (%)

		1995-2010		1995-2002		2003-2010	
		CH	VD	CH	VD	CH	VD
1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	1.5	2.8	1.7	3.4	1.2	2.1
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	4.6	3.9	5.0	4.1	4.2	3.6
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métall. <i>dont chimie</i>	7.0	4.2	6.7	4.1	7.2	4.3
		3.5	1.8	3.1	1.5	3.9	2.1
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	8.1	6.3	8.2	6.3	8.1	6.2
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	2.3	2.8	2.7	3.1	2.0	2.4
6	Construction	5.6	5.3	5.7	5.1	5.6	5.4
7	Commerce de gros et de détail, réparation	13.3	14.7	13.2	14.4	13.4	14.9
8	Hôtellerie et restauration	2.6	2.7	2.8	3.0	2.3	2.5
9	Transports, postes et télécommunications	6.2	6.0	6.0	5.6	6.4	6.4
10	Activités financières et assurances <i>dont intermédiation financière</i> <i>activités d'assurances</i>	11.8	9.6	11.2	9.2	12.3	10.1
		8.0	5.1	7.9	5.1	8.2	5.0
		3.8	4.6	3.3	4.1	4.2	5.1
11	Services aux entreprises, activités immob.	10.7	12.5	10.6	12.2	10.9	12.9
12	Administration publique, santé, éducation	19.2	22.6	19.1	22.7	19.3	22.4
13	Autres	7.0	6.8	7.1	6.8	7.0	6.7

Tableau 11

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois, et OFS, Compte de production selon les branches.

<sup>18</sup> Même si cette branche a perdu un peu de poids dans l'économie vaudoise. Cela signifie qu'au niveau suisse le poids de la branche de l'alimentation a également diminué, mais plus qu'au niveau vaudois.

**Valeur ajoutée brute par activité économique  
Part vaudoise dans l'économie suisse (%)**

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	14.1	15.3	12.9
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	6.4	6.3	6.6
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métal.	4.6	4.6	4.6
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	5.9	5.8	5.9
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	9.0	8.9	9.1
6	Construction	7.1	6.8	7.4
7	Commerce de gros et de détail, réparation	8.4	8.2	8.5
8	Hôtellerie et restauration	8.0	7.8	8.1
9	Transports, postes et télécommunications	7.4	7.1	7.7
10	Activités financières et assurances	6.2	6.2	6.2
11	Services aux entreprises, activités immob.	8.9	8.7	9.1
12	Administration publique, santé, éducation	8.9	9.0	8.9
13	Autres	7.3	7.3	7.3
	<b>secteur primaire</b>	<b>14.1</b>	<b>15.3</b>	<b>12.9</b>
	<b>secteur secondaire</b>	<b>6.1</b>	<b>6.1</b>	<b>6.2</b>
	<b>secteur tertiaire</b>	<b>8.0</b>	<b>8.0</b>	<b>8.1</b>

Tableau 12

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois, OFS, Compte de production selon les branches.

### 1.3 Emplois

Les tableaux 13 et 14 mettent en évidence les emplois en équivalents plein temps (EPT) pour les branches principales d'activité prises en considération ici. Au total, on compte environ 278'700 emplois en équivalents plein temps en 2010 (tableau 14b). C'est la branche de l'administration publique qui a le poids le plus élevé, atteignant en moyenne 27,4% des EPT totaux dans le canton. A noter aussi que son poids moyen a augmenté au cours de la deuxième période sous revue, passant de 26% en moyenne au cours de la période 1995-2002 à 28,7% au cours de la période 2003-2010 (tableau 14), frôlant le seuil de 30% en 2009-2010 (voir le tableau 13), ce qui est presque équivalent au poids en termes d'emplois EPT de l'administration publique de la Berne fédérale. En deuxième place on trouve la branche du commerce de gros et de détail, avec 18,1% en moyenne, sa part dans le total ayant toutefois diminué au cours des années récentes. En troisième place, la branche des activités de services aux entreprises a également progressé au cours de la période 2003-2010. Presque toutes les autres branches ont vu leur poids en EPT diminuer, à l'exception de la construction, dont le poids est resté assez stable.

### Emplois en équivalents plein temps par activité économique: part dans le total (%)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne
<b>1</b>	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
<b>2</b>	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.9	4.8	4.6	4.4	4.2	4.0	3.8	3.8	3.7	3.6	3.5	<b>4.3</b>
<b>3</b>	4.1	4.1	4.1	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.8	3.7	3.7	3.7	3.8	3.8	3.6	3.5	<b>3.9</b>
<b>4</b>	6.7	6.7	6.6	6.6	6.6	6.8	6.7	6.5	6.2	6.1	6.2	6.3	6.4	6.6	6.4	6.1	<b>6.5</b>
<b>5</b>	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	<b>0.9</b>
<b>6</b>	8.8	8.4	7.9	7.7	7.5	7.7	7.6	7.6	7.7	7.8	8.1	8.1	8.2	8.2	8.0	8.1	<b>8.0</b>
<b>7</b>	19.8	19.7	19.3	18.9	18.5	18.0	18.1	18.1	18.1	17.9	17.6	17.3	17.2	17.1	17.1	17.2	<b>18.1</b>
<b>8</b>	6.5	6.4	6.2	6.4	6.5	6.4	6.2	6.1	6.0	5.9	5.8	5.7	5.5	5.5	5.4	5.3	<b>6.0</b>
<b>9</b>	6.7	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	7.0	6.8	6.6	6.4	6.2	6.1	6.0	5.9	5.9	5.9	<b>6.5</b>
<b>10</b>	5.0	5.1	5.2	5.2	5.1	5.0	5.2	5.3	5.1	5.0	4.9	4.7	4.8	4.7	4.8	4.7	<b>5.0</b>
<b>11</b>	10.1	10.3	10.7	11.0	11.4	11.5	11.9	12.4	12.4	12.6	12.9	13.3	13.5	13.8	14.1	14.2	<b>12.3</b>
<b>12</b>	24.9	25.5	26.1	26.2	26.3	26.5	26.3	26.7	27.6	28.3	28.7	28.8	28.8	28.7	29.1	29.5	<b>27.4</b>
<b>13</b>	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	<b>1.3</b>

<b>1</b>	Secteur primaire	<b>8</b>	Hôtellerie & Restauration
<b>2</b>	Alimentation, bois, papier, impression, textile	<b>9</b>	Transports, postes et télécommunications
<b>3</b>	Chimie, caoutchouc, verre, métallurgie	<b>10</b>	Activités financières et assurances
<b>4</b>	Machines, équipement	<b>11</b>	Services aux entreprises, activités informatiques
<b>5</b>	Electricité et eau	<b>12</b>	Administration publique, santé, éducation, sports
<b>6</b>	Construction	<b>13</b>	Autres
<b>7</b>	Commerce de gros et de détail		

Tableau 13

Source: OFS et calculs propres pour les années récentes.

## Emplois en équivalents plein temps: part moyenne (%)

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	---	---	---
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	4.3	4.8	3.9
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métal.	3.9	4.0	3.7
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	6.5	6.6	6.3
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	0.9	0.9	0.8
6	Construction	8.0	7.9	8.0
7	Commerce de gros et de détail, réparation	18.1	18.8	17.4
8	Hôtellerie et restauration	6.0	6.4	5.6
9	Transports, postes et télécommunications	6.5	6.8	6.1
10	Activités financières et assurances	5.0	5.1	4.8
11	Services aux entreprises, activités immob.	12.3	11.2	13.3
12	Administration publique, santé, éducation	27.4	26.0	28.7
13	Autres	1.3	1.4	1.3

Tableau 14a

Source: OFS et calculs propres pour les années récentes.

## Emplois en équivalents plein temps, 2010

1	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche	---
2	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	9'647
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métal.	9'794
4	Fabrication de machines, équipements, instr.	16'995
5	Production/distribution d'électricité & d'eau	2'336
6	Construction	22'457
7	Commerce de gros et de détail, réparation	47'815
8	Hôtellerie et restauration	14'882
9	Transports, postes et télécommunications	16'345
10	Activités financières et assurances	13'146
11	Services aux entreprises, activités immob.	39'630
12	Administration publique, santé, éducation	82'161
13	Autres	3'489
<b>Total</b>		<b>278'698</b>

Tableau 14b

Source: calculs propres.

La comparaison entre la part de la valeur ajoutée des diverses branches et la part de leurs EPT mène à des observations intéressantes, qui peuvent donner une autre image que celle résultant des seules valeurs ajoutées qu'on vient de passer en revue plus haut. Pour cela, il faut toutefois prendre en compte que, premièrement, les données de l'emploi en équivalents plein temps<sup>19</sup> ne sont pas disponibles pour le secteur primaire et que, deuxièmement, dans les tableaux ci-dessus, la branche 13 (autres) est pour plus de 80% composée de la valeur locative des immeubles occupés par leur propriétaire, pour laquelle aucun EPT n'entre en ligne de compte. A des fins de comparaison avec les EPT, les parts de la valeur ajoutée des diverses branches du tableau 15 ont été recalculées à partir de la valeur ajoutée totale sans le secteur primaire et sans la catégorie «valeur locative». Il s'ensuit que ces parts diffèrent légèrement de celles des tableaux de la partie 1.2.1.

On peut relever ainsi que, en moyenne sur la période récente 2003-2010, la valeur ajoutée de la branche 3 (chimie, etc.) représente 4,7% de la valeur ajoutée totale, mais que la part de son EPT dans le total ne s'élève qu'à 3,7%. L'inverse est observé pour la branche de l'hôtellerie et restauration, la part de sa valeur ajoutée atteignant 2,7%, alors que la part de son EPT est de 5,6%. Concernant la branche de la finance, la contribution de 10,8% à la valeur ajoutée totale est réalisée avec une part à l'EPT de seulement 4,8%. Les écarts entre ces valeurs peuvent refléter des différences de productivité d'une branche à l'autre et/ou montrer les besoins plus ou moins intenses en main-d'œuvre. Ainsi, la branche de l'hôtellerie et restauration est plus intensive en main-d'œuvre que la branche de la chimie (5,6% contre 3,7%), mais sa valeur ajoutée a un poids inférieur à celle de la branche de la chimie (2,7% contre 4,7%). La productivité dans la branche de l'hôtellerie et restauration est donc plus faible que dans la branche de la chimie. Certaines branches enregistrent une augmentation de leur productivité par EPT entre la période 1995-2002 et la période 2003-2010, telles les branches de la chimie, du commerce ou encore des activités financières<sup>20</sup>.

Nous attirons toutefois l'attention sur le fait qu'il faut interpréter ces différences entre le poids de la valeur ajoutée et le poids de l'EPT avec précaution et en connaissance de cause, en particulier au niveau de la composition des diverses branches. Par exemple, en ce qui concerne la branche de l'administration publique, comme il n'y a pas de valeur marchande pour les services publics, la production est évaluée à la somme des seuls coûts<sup>21</sup>, ce qui implique que la productivité est sous-estimée pour cette branche. L'inverse est vrai pour la branche de la production et distribution d'électricité et d'eau, car la valeur marchande est très élevée par rapport à l'emploi, à cause de la distribution qui se fonde essentiellement sur le capital technique. Il ne faut donc pas tirer des conclusions trop hâtives à partir du tableau 15, qu'il faut considérer à titre indicatif uniquement.

<sup>19</sup> Ni d'ailleurs celles des emplois.

<sup>20</sup> Cette amélioration de la productivité entre deux périodes se mesure soit par une augmentation de l'écart positif entre la part de la valeur ajoutée et celle de l'EPT, soit par une diminution de l'écart négatif entre les deux parts.

<sup>21</sup> Il n'y a pas de profit, par exemple.



**Valeur ajoutée brute et emplois en équivalents plein temps  
Parts dans le total (%)**

		1995-2010		1995-2002		2003-2010	
		VA	EPT	VA	EPT	VA	EPT
<b>1</b>	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche <sup>22</sup>	--	--	--	--	--	--
<b>2</b>	Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édit.	4.2	4.3	4.5	4.8	3.9	3.9
<b>3</b>	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métall.	4.6	3.9	4.5	4.0	4.7	3.7
<b>4</b>	Fabrication de machines, équipements, instr.	6.8	6.5	6.9	6.6	6.8	6.3
<b>5</b>	Production/distribution d'électricité & d'eau	3.0	0.9	3.4	0.9	2.6	0.8
<b>6</b>	Construction	5.8	8.0	5.7	7.9	5.9	8.0
<b>7</b>	Commerce de gros et de détail, réparation	16.0	18.1	15.8	18.8	16.2	17.4
<b>8</b>	Hôtellerie et restauration	3.0	6.0	3.3	6.4	2.7	5.6
<b>9</b>	Transports, postes et télécommunications	6.6	6.5	6.2	6.8	7.0	6.1
<b>10</b>	Activités financières et assurances	10.5	5.0	10.1	5.1	10.9	4.8
<b>11</b>	Services aux entreprises, activités immob.	13.7	12.3	13.4	11.2	14.0	13.3
<b>12</b>	Administration publique, santé, éducation	24.7	27.4	25.0	26.0	24.3	28.7
<b>13</b>	Autres	1.1	1.3	1.1	1.4	1.0	1.3

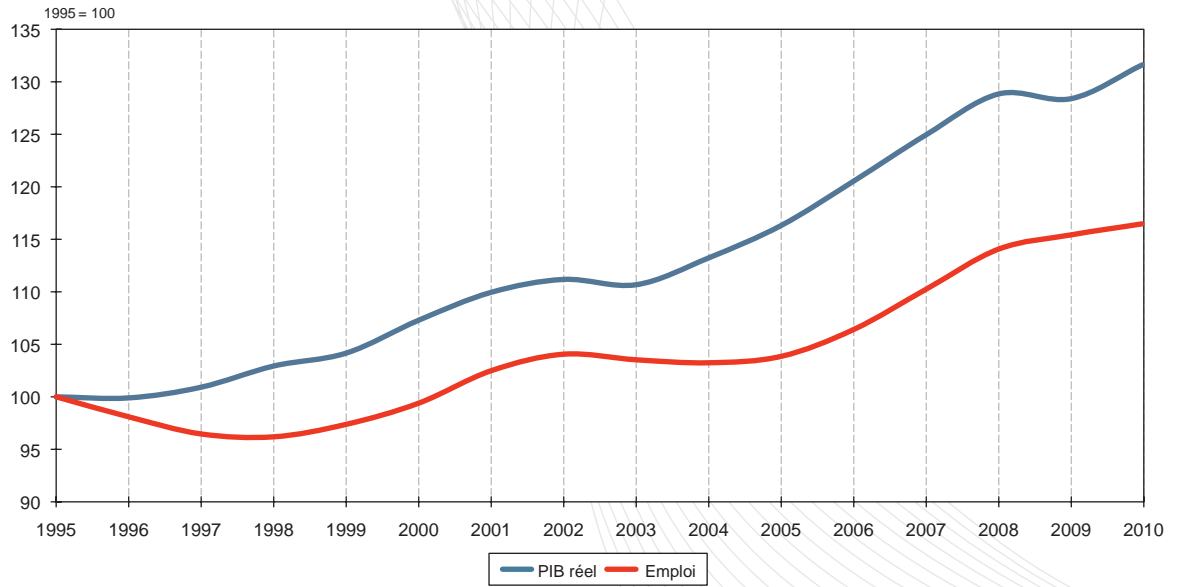
Tableau 15

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois, calculs propres.

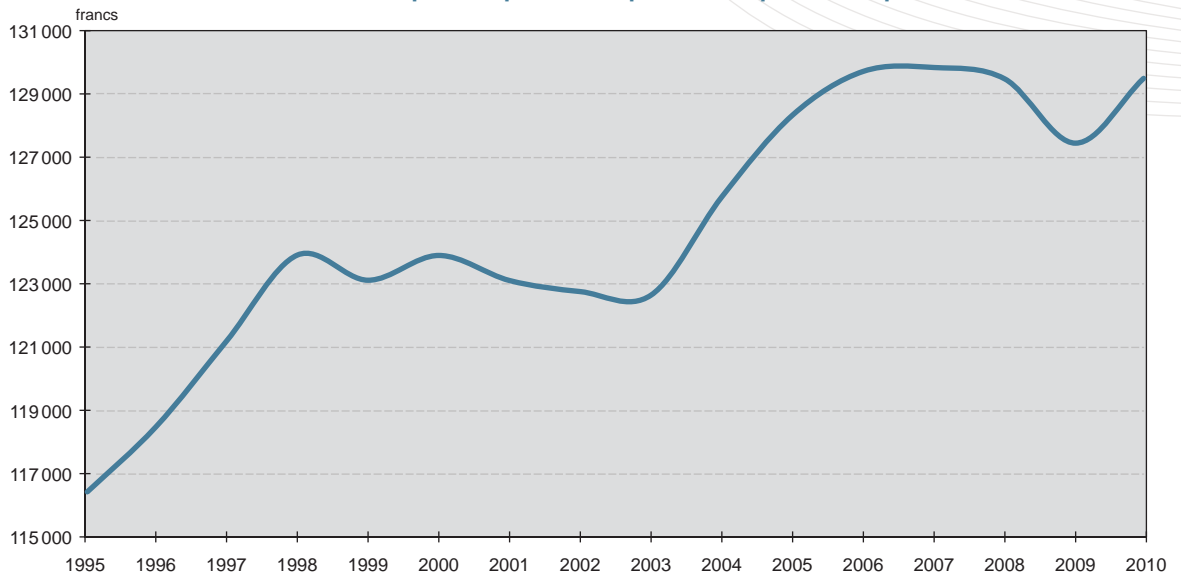
Les résultats globaux ci-dessus constituent une autre preuve de l'augmentation de la productivité de l'économie vaudoise au cours de la période 2003-2010, ce qui est clairement illustré par les deux graphiques suivants. La raison principale est que les branches appartenant aux industries de haute et moyenne-haute technologie et aux services à forte intensité de connaissances se sont nettement renforcées au cours de cette période-là – comme nous l'avons illustré dans la partie 1.2.2 plus haut – et que ce sont des branches à très haute valeur ajoutée. Ces branches ayant à la fois un poids élevé et une haute valeur ajoutée, la réunion de ces deux facteurs pousse la productivité vaudoise vers le haut. Ce n'est guère qu'en 2009, année de récession, que l'on observe une baisse de la productivité, le PIB ayant diminué, alors que l'emploi en équivalents plein temps a augmenté.

<sup>22</sup> Données EPT non disponibles pour le secteur primaire.

### PIB réel et emploi



### Productivité par emploi en équivalents plein temps



## 1.4 Entreprises

En vue de l'analyse sur la promotion exogène dans la partie suivante, nous examinerons ici l'évolution des entreprises nouvelles créées annuellement dans le canton. Selon la définition de l'OFS, il s'agit d'entreprises créées «ex nihilo» et exerçant une activité marchande représentant au moins 20 heures de travail par semaine. Les entreprises issues d'une reprise, d'une fusion, d'une scission d'entreprises préexistantes, voire d'un changement d'activité ne sont pas considérées comme entreprises «nouvelles». Le tableau 16a montre une nette progression de la création d'entreprises en 2003-2004 par rapport à 2002, en particulier dans le secteur secondaire<sup>23</sup>. Ceci est encore plus vrai en termes d'emplois (tableau 16b). Au total, les entreprises créées ont augmenté de 33% entre 2002 et 2004, alors que les emplois associés ont progressé de 28%. Après cette période, on observe une certaine stabilisation autour des valeurs atteintes en 2004. Depuis 2003, le nombre total d'emplois par entreprise créée enregistre cependant une légère tendance à la baisse, comme le montre le tableau 17. De 2,2 emplois créés par entreprise en 2001-2003, on passe à 2,1 en 2004-2005 et à 1,9 par la suite. Dans le secteur secondaire, le nombre d'emplois par entreprise nouvelle reste supérieur à celui dans le tertiaire (2,2 contre 1,9).

A titre de comparaison, le graphique 11 montre que, jusqu'en 2007, la création d'entreprises nouvelles dans le canton de Vaud et le nombre d'emplois associés ont toujours été supérieurs à ceux observés à Genève. La relation s'est inversée en 2008-2009.

### Entreprises créées

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secondaire	167	133	173	219	205	214	219	227	222
Tertiaire	741	676	741	858	857	873	871	839	888
<b>Total</b>	<b>908</b>	<b>809</b>	<b>914</b>	<b>1077</b>	<b>1062</b>	<b>1087</b>	<b>1090</b>	<b>1066</b>	<b>1110</b>

Tableau 16a

Source: OFS, *Création de nouvelles entreprises selon les cantons*.

### Emplois créés

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secondaire	304	309	392	547	461	406	500	453	481
Tertiaire	1700	1461	1625	1727	1800	1665	1618	1478	1645
<b>Total</b>	<b>2004</b>	<b>1770</b>	<b>2017</b>	<b>2274</b>	<b>2261</b>	<b>2071</b>	<b>2118</b>	<b>1931</b>	<b>2126</b>

Tableau 16b

Source: OFS, *Création de nouvelles entreprises selon les cantons*.

<sup>23</sup> A l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne disposons malheureusement pas encore des chiffres pour 2010.

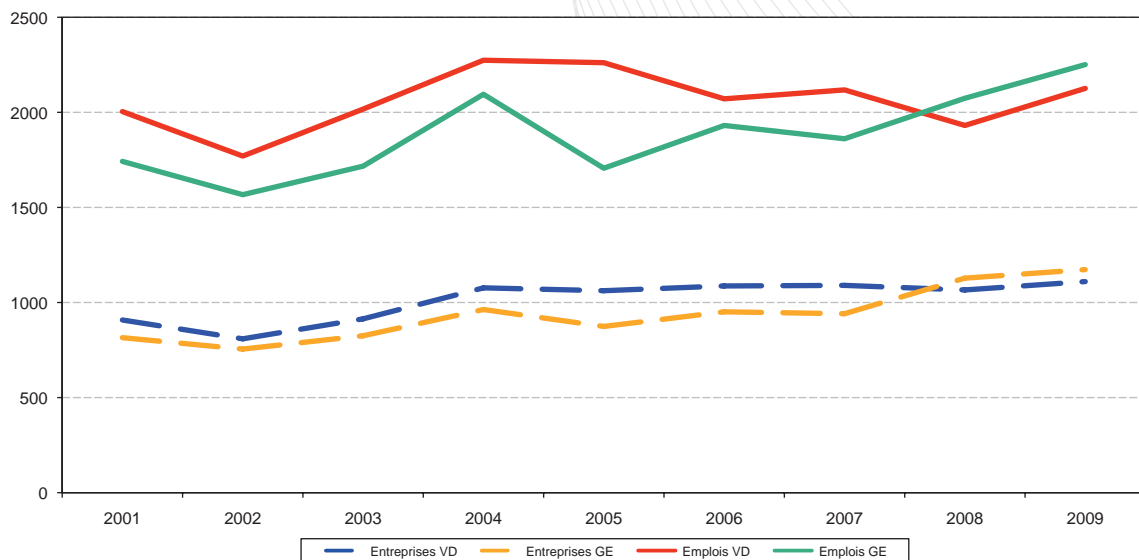
### Emplois par entreprise créée

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secondaire	1.8	2.3	2.3	2.5	2.2	1.9	2.3	2.0	2.2
Tertiaire	2.3	2.2	2.2	2.0	2.1	1.9	1.9	1.8	1.9
<b>Total</b>	<b>2.2</b>	<b>2.2</b>	<b>2.2</b>	<b>2.1</b>	<b>2.1</b>	<b>1.9</b>	<b>1.9</b>	<b>1.8</b>	<b>1.9</b>

Tableau 17

Source: OFS, *Création de nouvelles entreprises selon les cantons*, et calculs propres.

### Entreprises créées et emplois associés



Graphique 11

Parmi les principales branches économiques dans lesquelles ces entreprises sont actives, on remarque en particulier la construction, dont la part moyenne s'élève à presque 12,8%, le commerce (21,2%), les services aux entreprises et activités immobilières (10,4%) et les activités spécialisées et scientifiques (22,4%). Dans ce dernier cas, il s'agit d'activités d'architecture et d'ingénierie, d'analyses techniques, de recherche et développement et d'études de marché, entre autres. Les entreprises du secteur secondaire atteignent 19,4% dans le total, le reste revenant au secteur tertiaire, avec 80,6%. Plus intéressante est cependant l'évolution à travers le temps. Nous avons vu plus haut la forte augmentation de la création d'entreprises en 2003-2004 ainsi que le renforcement de l'économie vaudoise à partir de ce moment-là. Le tableau 18a indique que, au niveau du secteur secondaire, les poids de l'industrie et de la construction ont fortement augmenté dans l'économie vaudoise en 2003-2004 par rapport à 2002. Par la suite, alors que l'industrie a perdu un peu de terrain, le secteur de la construction a continué sur sa lancée, se renforçant au fil des années et confirmant ainsi nos observations faites dans la partie 1.2.1. Dans le secteur tertiaire, on note la création d'entreprises en

particulier dans la branche de la finance à partir de 2003, dans celle des services aux entreprises et, plus tard, dans celle des activités scientifiques spécialisées. Or ce sont toutes des branches à forte valeur ajoutée, comme nous l'avons montré dans la partie 1.2.1.

Au total, la contribution des entreprises créées à la valeur ajoutée totale dans le canton représente 0,6%-0,9% (tableau 18b), alors que les nouveaux emplois créés représentent 0,6%-0,8% du total. A noter également que, comparé au nombre total d'entreprises du canton, le nombre des entreprises créées représente 2,9% en 2008<sup>24</sup>.

### Entreprises créées par branche d'activité Part dans le total

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	moyenne
Industrie	6.8	6.2	6.9	7.9	7.7	5.5	5.7	6.3	5.9	6.6
Construction	11.6	10.3	12.0	12.4	11.6	14.2	14.4	15.0	14.1	12.8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>18.4</b>	<b>16.4</b>	<b>18.9</b>	<b>20.3</b>	<b>19.3</b>	<b>19.7</b>	<b>20.1</b>	<b>21.3</b>	<b>20.0</b>	<b>19.4</b>
Commerce et réparations	23.6	24.8	23.9	23.9	21.9	19.3	19.6	15.9	17.9	21.2
Transports, entreposage	2.6	3.2	2.6	3.2	2.0	2.6	3.8	2.4	1.9	2.7
Hébergement et restauration	2.0	3.0	2.3	2.1	2.5	2.6	1.8	1.0	2.3	2.2
Information et communication	10.7	12.6	10.2	9.1	7.9	9.9	9.4	9.9	8.3	9.8
Activités financières, assurances	1.5	2.1	4.6	4.4	4.7	3.8	4.4	4.8	6.3	4.1
Services aux entreprises, act. imm.	10.2	9.0	7.8	8.8	11.1	10.2	10.9	13.2	12.7	10.4
Activités spécialisées et scientifiques	24.0	22.9	20.5	20.7	23.4	22.7	22.4	24.3	20.8	22.4
Enseignement	1.2	1.7	2.0	1.7	1.6	1.7	1.7	2.0	2.3	1.8
Santé et action sociale	1.4	1.0	2.0	1.9	1.7	2.8	1.9	1.5	2.9	1.9
Arts et activités récréatives	1.2	0.7	1.8	1.0	1.6	1.7	1.7	1.4	2.0	1.5
Autres activités de service	3.1	2.5	3.6	2.8	2.3	2.9	2.3	2.2	2.5	2.7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>81.6</b>	<b>83.6</b>	<b>81.1</b>	<b>79.7</b>	<b>80.7</b>	<b>80.3</b>	<b>79.9</b>	<b>78.7</b>	<b>80.0</b>	<b>80.6</b>

Tableau 18a

Source: OFS, *Création de nouvelles entreprises selon les cantons*, et calculs propres.

<sup>24</sup> Selon le *Recensement fédéral des entreprises 2008*, OFS.

## Entreprises créées par branche d'activité Valeur ajoutée

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Industrie	14.4	14.4	16.8	29.5	28.1	15.2	20.9	18.9	18.5
Construction	14.7	15.2	19.5	26.7	20.7	24.9	30.0	28.7	31.1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>33.8</b>	<b>33.9</b>	<b>42.0</b>	<b>63.0</b>	<b>53.2</b>	<b>48.9</b>	<b>62.2</b>	<b>59.0</b>	<b>60.3</b>
Commerce et réparations	36.9	32.0	42.2	43.5	49.0	40.3	37.1	32.4	32.4
Transports, entreposage	3.3	3.7	4.8	6.6	3.2	4.2	7.0	4.0	2.9
Hébergement et restauration	4.7	4.9	4.3	2.7	3.8	3.3	2.7	1.4	4.3
Information et communication	16.7	22.6	22.2	34.5	29.7	39.0	36.9	40.0	32.0
Activités financières, assurances	5.8	5.0	16.5	25.0	19.9	16.9	29.7	32.3	36.5
Services aux entreprises, act. imm.	31.2	20.1	16.6	19.3	26.7	24.9	24.3	27.6	31.3
Activités spécialisées et scientifiques	49.3	33.2	32.6	41.0	50.5	48.6	51.7	48.2	47.4
Enseignement	0.4	0.9	0.3	0.4	0.4	0.3	0.4	0.4	0.7
Santé et action sociale	3.1	1.5	6.4	4.8	4.3	6.7	3.4	2.8	4.5
Arts et activités récréatives	1.9	1.2	2.9	2.0	4.0	2.5	2.4	2.6	3.3
Autres activités de service	2.7	3.1	4.0	4.2	3.1	3.9	2.9	3.8	3.2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>140.2</b>	<b>117.6</b>	<b>133.7</b>	<b>148.0</b>	<b>158.1</b>	<b>152.8</b>	<b>152.9</b>	<b>144.6</b>	<b>152.8</b>
<b>Total</b>	<b>185.0</b>	<b>157.9</b>	<b>189.2</b>	<b>240.1</b>	<b>243.4</b>	<b>230.8</b>	<b>249.3</b>	<b>243.1</b>	<b>248.1</b>
<b>en % de la valeur ajoutée vaudoise</b>	<b>0.8</b>	<b>0.6</b>	<b>0.8</b>	<b>0.9</b>	<b>0.9</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>

Tableau 18b  
Source: calculs propres.

## 2. Implantation d'entreprises grâce à la promotion exogène

### 2.1 La promotion économique vaudoise

Parmi les objectifs principaux du Conseil d'Etat dans le programme de législature 2007-2012 figure la politique d'appui au développement économique (PADE), se basant sur la *Loi sur l'appui au développement* (LADE), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, qui vise à soutenir la promotion et le développement économiques du canton, dans le but de créer ou de préserver des emplois. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la *Loi fédérale sur la politique régionale* (LPR), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, et dans celui de la *Nouvelle politique régionale* (NPR) de la Confédération<sup>25</sup>, également entrée en vigueur début 2008. Le Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT) veille à la mise en œuvre de la politique d'appui au développement économique.

<sup>25</sup> Programme pluriannuel 2008-2015 de la Confédération, sur lequel se basent les cantons pour définir leurs priorités territoriales et thématiques, ainsi que leurs objectifs dans des programmes de mise en œuvre cantonaux. Voir Secrétariat à l'économie (SECO), *Brochure sur la nouvelle politique régionale*, 2008, Berne.

Les domaines d'intervention de la LADE sont la promotion du canton et de son tissu économique (promotion «exogène»), l'encouragement à la création et au développement d'entreprises (promotion «endogène») et la valorisation des potentiels territoriaux du canton et des régions<sup>26</sup>.

Globalement, la promotion exogène consiste à promouvoir, à l'étranger, l'image et le tissu économique du canton, essentiellement sous forme de prospection d'entreprises et ensuite sous forme d'aide à l'implantation d'entreprises sur sol vaudois. Depuis janvier 2010, la prospection à l'étranger se fait dans le cadre de la Greater Geneva Berne Area (GGBA)<sup>27</sup>, alors que le Développement économique du Canton de Vaud (DEV) s'occupe de l'implantation et de l'accueil des entreprises étrangères.

La promotion endogène a pour mission d'encourager la création et le développement d'entreprises en leur offrant des soutiens qui peuvent aller d'un simple conseil ou d'une offre d'accompagnement à une aide financière proprement dite. Dans ce dernier cas, le SELT octroie une aide financière directe à des entreprises nouvelles, en développement ou en restructuration.

Ci-dessous nous nous intéressons plus particulièrement à la promotion exogène.

## 2.2 Entreprises et emplois créés dans le cadre de la promotion exogène

Le tableau 19 indique le nombre d'entreprises qui se sont implantées dans le canton grâce à la promotion économique exogène. On remarque que le nombre d'entreprises implantées ainsi que le nombre d'emplois créés directement à l'implantation fluctuent beaucoup d'une année à l'autre. Quant aux emplois annoncés à l'horizon de cinq ans, selon le business-plan fourni par les entreprises, les statistiques disponibles ne permettent pas d'examiner si ces emplois ont effectivement été créés, en partie, en totalité ou pas du tout. Ce n'est qu'après une évaluation de la politique d'appui au développement économique (PADE) pour la période 2007-2012 qu'on pourra se prononcer sur ces chiffres.

Quoi qu'il en soit, la part des entreprises nouvelles créées à travers la promotion exogène représente, selon les années, entre 3% et 8,4% des entreprises créées au total dans le canton au cours de la période 2001-2009<sup>28</sup> (tableau 20 et graphique 12), soit 5,8% en moyenne sur la période 2001-2009. La part des entreprises du secteur secondaire atteint 7,1% en moyenne et celle des entreprises du secteur tertiaire 5,6%. Le graphique 12 semble toutefois indiquer que la tendance sous-jacente depuis 2004 est au fléchissement, excepté pour le secteur secondaire en 2009.

<sup>26</sup> Voir *Rapport d'activité 2010. Soutien au développement économique*, SELT.

<sup>27</sup> Structure commune non exclusive, mise en place en juillet 2009 par les cantons de Suisse occidentale, dans le but de renforcer l'efficacité de leur promotion économique à travers cette structure commune de prospection et d'acquisition d'entreprises à l'étranger. La GGBA, opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, réunit les cantons de la CDEP-SO (Chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale), à l'exception du Jura, qui a rejoint la Basel Area.

<sup>28</sup> Comme mentionné plus haut, le chiffre 2010 des entreprises créées au total dans le canton de Vaud, publié par l'OFS, n'est pas encore disponible à l'heure où ces lignes sont écrites.

Les emplois créés à l'implantation représentent en moyenne 15,6% des emplois de l'ensemble des entreprises nouvelles créées dans le canton. Si l'on compare ces emplois au nombre total des emplois dans l'économie vaudoise, les emplois créés grâce à la promotion exogène ne représentent qu'une infime partie, à savoir 0,1% en 2008 et, dans le cas des emplois annoncés, on aboutit à 0,2%. Par entreprise implantée, les emplois annoncés à 5 ans s'élèvent à 19 en moyenne et les emplois créés à l'implantation à 5 en moyenne. Mais, encore une fois, les statistiques ne permettent pas de vérifier la création réelle d'emplois à moyen terme.

Quant aux secteurs économiques dans lesquels ces entreprises sont actives, il a été difficile d'établir un tableau de synthèse harmonisé à travers les années. Un regroupement plus large permet tout de même d'établir les tableaux 21a et 21b plus loin. Ici aussi, il n'y a pas de tendance nette qui se dégage et il peut y avoir des fluctuations marquées d'une année à l'autre. Cependant, la progression du nombre d'entreprises créées observée en 2003-2004 semble liée, du moins en grande partie, au secteur des activités financières qui enregistre la hausse la plus nette. En effet, la part de ce secteur dans le total des entreprises de la promotion exogène passe de 21,8% à 36,7% en 2004, poussant en même temps la part de l'ensemble du secteur tertiaire vers le haut, de 63,6% en 2002 à 83,3% en 2004, au détriment bien entendu du secteur secondaire (tableau 21b). L'effet se remarque aussi au niveau de la part des entreprises de la promotion exogène dans le nombre total d'entreprises créées, la part du secteur tertiaire passant de 5,2% en 2002 à 8,7% en 2004 (tableau 20). En revanche, au niveau de l'emploi (emplois créés à l'implantation), l'impact semble moins net, car, au cours des années 2003-2004, la part des emplois créés est inférieure à celle de 2002 (tableau 20).

Quant à la répartition des emplois créés selon les branches d'activité, nous n'avons pas pu constituer de tableau sur l'ensemble de la période, mais uniquement pour les années 2008-2010<sup>29</sup>. Il ressort du tableau 22 que, si en 2008 le secteur tertiaire était prédominant, c'est l'inverse en 2009-2010. Cependant, il est difficile de savoir s'il s'agit d'une tendance de fond ou si c'est une conséquence, dans ce cas passagère, de la crise économique de 2009.

Quoi qu'il en soit, les entreprises implantées sont surtout actives dans des secteurs à haute valeur ajoutée, répondant ainsi aux priorités définies par la politique d'appui au développement économique en matière de secteurs à privilégier<sup>30</sup>.

Dans la partie suivante, nous tenterons d'estimer la valeur ajoutée des entreprises implantées dans le canton et leur contribution à la valeur ajoutée totale du canton.

<sup>29</sup> Nous tenons encore une fois à remercier le DEV d'avoir établi et fourni ces tableaux.

<sup>30</sup> Sciences de la vie, micro-nanotechnologies et industries de précision, TIC, industrie agroalimentaire, environnement et cleantech, quartiers généraux et tourisme. Voir Rapport d'activité, *op.cit.*



### Entreprises implantées grâce à la promotion économique exogène et emplois concernés

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Entreprises	40	64	65	55	67	90	70	37	64	33	33	47
Emplois créés	269	486	598	322	236	341	451	40	446	177	61	276
Emplois annoncés	643	1171	1287	1119	937	1721	1193	728	1442	741	386	1111
<b>Emplois<sup>1</sup>/entreprise</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>24</b>

Tableau 19

Source: *Rapports d'activité annuels*, Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT).

<sup>1</sup> Emplois annoncés

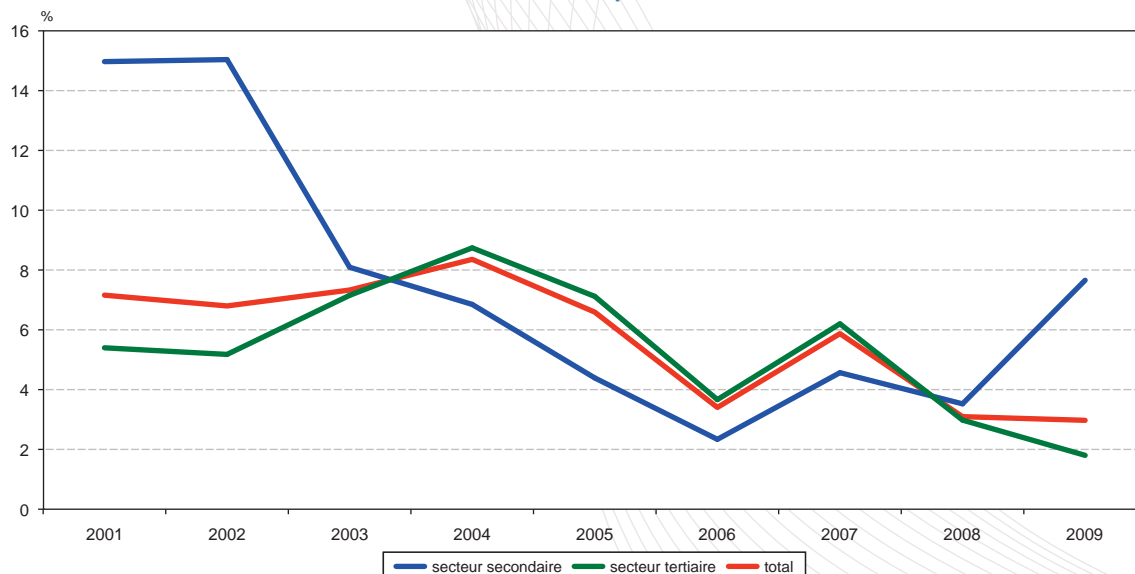
### Entreprises implantées grâce à la promotion économique exogène et emplois créés Parts dans le total des entreprises nouvelles créées et des emplois correspondants

Entreprises	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne
Secteur secondaire	---	3.4	15.0	15.0	8.1	6.8	4.4	2.3	4.6	3.5	7.7	---	7.1
Secteur tertiaire	---	7.9	5.4	5.2	7.2	8.7	7.1	3.7	6.2	3.0	1.8	---	5.6
<b>Total</b>	<b>5.2</b>	<b>6.9</b>	<b>7.2</b>	<b>6.8</b>	<b>7.3</b>	<b>8.4</b>	<b>6.6</b>	<b>3.4</b>	<b>5.9</b>	<b>3.1</b>	<b>3.0</b>	<b>---</b>	<b>5.8</b>
Emplois	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	moyenne
<b>Total</b>	<b>17.5</b>	<b>23.9</b>	<b>29.8</b>	<b>18.2</b>	<b>11.7</b>	<b>15.0</b>	<b>19.9</b>	<b>1.9</b>	<b>21.1</b>	<b>9.2</b>	<b>2.9</b>	<b>---</b>	<b>15.6</b>

Tableau 20

Source: *Rapports d'activité annuels*, Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT), et calculs propres.

### Entreprises créées dans le cadre de la promotion exogène Parts dans le total des entreprises nouvelles créées



Graphique 12

### Entreprises de la promotion exogène: secteurs d'activité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Industrie	7	25	20	14	15	9	5	10	8	17	19
<b>Secteur secondaire</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>19</b>
Commerce et réparations	5	14	2	5	13	6	7	4	1	0	0
Information et communication	0	12	6	11	8	6	8	8	14	4	13
Activités financières, assurances	7	0	12	19	33	17	10	6	6	0	0
Services aux entreprises, act. imm.	39	7	2	0	5	5	3	1	1	0	0
Activités spécialisées et scientifiques	0	0	1	9	5	7	3	10	0	0	7
Autres activités de service	6	7	12	9	11	20	1	25	3	12	8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>57</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>53</b>	<b>75</b>	<b>61</b>	<b>32</b>	<b>54</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>28</b>
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>65</b>	<b>55</b>	<b>67</b>	<b>90</b>	<b>70</b>	<b>37</b>	<b>64</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>47</b>

Tableau 21a

Source: *Rapports d'activité annuels*, Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT), et calculs propres.

### Entreprises de la promotion exogène: secteurs d'activité Parts (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Industrie	10.9	38.5	36.4	20.9	16.7	12.9	13.5	15.6	24.2	51.5	40.4
<b>Secteur secondaire</b>	<b>10.9</b>	<b>38.5</b>	<b>36.4</b>	<b>20.9</b>	<b>16.7</b>	<b>12.9</b>	<b>13.5</b>	<b>15.6</b>	<b>24.2</b>	<b>51.5</b>	<b>40.4</b>
Commerce et réparations	7.8	21.5	3.6	7.5	14.4	8.6	18.9	6.3	3.0	0.0	0.0
Information et communication	0.0	18.5	10.9	16.4	8.9	8.6	21.6	12.5	42.4	12.1	27.7
Activités financières, assurances	10.9	0.0	21.8	28.4	36.7	24.3	27.0	9.4	18.2	0.0	0.0
Services aux entreprises, act. imm.	60.9	10.8	3.6	0.0	5.6	7.1	8.1	1.6	3.0	0.0	0.0
Activités spécialisées et scientifiques	0.0	0.0	1.8	13.4	5.6	10.0	8.1	15.6	0.0	0.0	14.9
Autres activités de service	9.4	10.8	21.8	13.4	12.2	28.6	2.7	39.1	9.1	36.4	17.0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>89.1</b>	<b>61.5</b>	<b>63.6</b>	<b>79.1</b>	<b>83.3</b>	<b>87.1</b>	<b>86.5</b>	<b>84.4</b>	<b>75.8</b>	<b>48.5</b>	<b>59.6</b>

Tableau 21b

Source: *Rapports d'activité annuels*, Service de l'économie, du logement et du tourisme (SELT), et calculs propres.

### Emplois créés: secteurs d'activité

	2008	2009	2010
Industrie	33.5	57.1	52.4
<b>Secteur secondaire</b>	<b>33.5</b>	<b>57.1</b>	<b>52.4</b>
Information et communication	47.8	15.5	21.1
Activités financières, assurances	5.5	6.0	0.0
Services aux entreprises	0.5	0.0	0.0
Activités spécialisées et scientifiques	0.0	0.0	9.1
Autres activités de service	1.6	21.4	17.5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>66.5</b>	<b>42.9</b>	<b>47.6</b>
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

Tableau 22

Source: Développement économique – Canton de Vaud (DEV), et calculs propres.

### 2.3 Valeur ajoutée

Pour estimer la valeur ajoutée des entreprises créées grâce à la promotion exogène, on applique les valeurs ajoutées unitaires par branche d'activité aux emplois en équivalents plein temps créés à l'implantation d'entreprises de l'étranger.

Nous avons vu plus haut que les entreprises implantées dans le canton, grâce à la promotion économique exogène, représentent en moyenne 5,8% des entreprises créées au total. Or, la valeur ajoutée des entreprises créées au total dans le canton atteint environ 0,8% de la valeur ajoutée totale dans le canton au cours des années récentes (partie 1.4). On peut donc s'attendre à ce que la contribution en termes de valeur ajoutée des entreprises créées à l'aide de la promotion économique exogène soit faible, en l'occurrence certainement inférieure aux 0,6%-0,9% évoqués ci-dessus. Les résultats sont produits dans le tableau 23 et indiquent qu'au total les emplois créés contribuent pour 0,1% à la valeur ajoutée totale du canton en 2010. Si l'on prend en considération les emplois annoncés, on arrive à une contribution de 0,5% en 2010.

#### Entreprises créés à l'aide de la promotion exogène Valeur ajoutée en % de la valeur ajoutée totale

	2008	2009	2010
Industrie	0.1	0.1	0.3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.3</b>
Information et communication	1.6	0.2	1.1
Activités financières et assurances	0.1	0.0	0.0
Services aux entreprises	0.0	0.0	0.0
Activités spécialisées et scientifiques	0.0	0.0	0.3
Autres activités de service	0.0	0.3	0.8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>
<b>Total</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>

Tableau 23

Source: Développement économique – Canton de Vaud (DEV), et calculs propres.

### 2.4 Promotion endogène

Comme nous l'avons mentionné dans la partie 2.1, la promotion économique du canton de Vaud ne se limite cependant pas à la seule promotion exogène. Elle soutient également des entreprises en développement ou en restructuration, afin de maintenir ou de créer des emplois. Son soutien va d'un simple conseil ou encadrement à une aide financière proprement dite. Dans ce dernier cas, 2907 emplois ont pu être maintenus ou en partie créés en 2010. Si le nombre d'emplois créés à travers la promotion exogène peut paraître faible et finalement contribuer peu à la valeur ajoutée du canton, il faut également tenir compte des

emplois concernés par la promotion économique endogène. Aux 276 emplois créés ou 1111 annoncés à moyen terme par la promotion exogène en 2010, il faut donc ajouter les 2907 emplois concernés par la promotion endogène. A défaut de chiffres plus détaillés, en particulier concernant les emplois par branche d'activité, on peut estimer approximativement que les 3182 (276+2907) emplois d'entreprises en contact avec la promotion économique vaudoise représentent environ 1% des emplois totaux dans le canton et contribuent à hauteur de 1,5% à la valeur ajoutée totale du canton, en 2010. Si l'on tient compte des emplois annoncés par les entreprises implantées dans le canton, on arrive à une contribution de 3,3% à la valeur ajoutée totale.

A titre de comparaison, la part dans la valeur ajoutée totale des entreprises en contact avec la promotion économique genevoise atteint 12,7%, le nombre d'emplois concernés (plus de 25'000) étant nettement supérieur à celui du canton de Vaud.

## 2.5 Impact indirect

L'estimation de l'impact indirect sur l'économie vaudoise des entreprises en contact avec la promotion économique demande la recherche d'informations dépassant largement le cadre de la présente étude. Il s'agit en l'occurrence de données sur le montant des achats de biens et de services, sur l'origine des fournisseurs des entreprises, sur les impôts payés, les salaires versés, le lieu d'habitation des employés, entre autres. En effet, une entreprise qui achète des biens et services fait vivre ses fournisseurs qui, s'ils sont implantés dans le canton, auront un impact sur l'économie locale à travers leurs propres activités. En outre, les salaires distribués par les entreprises en contact avec la promotion économique sont dépensés dans le canton, du moins en partie, soit sous forme de consommation soit sous forme d'impôts, et font ainsi vivre d'autres entreprises, etc. Il y a donc un effet multiplicateur qui entre en jeu.

Dans le cadre d'une autre étude concernant le canton de Genève<sup>31</sup>, nous avons tenté de mesurer l'impact indirect à travers une estimation des salaires versés par les entreprises en contact avec la promotion économique genevoise. En effet, au niveau macroéconomique suisse, les salaires représentent environ 65% de la valeur ajoutée et estimer un impact indirect à travers les salaires représente dès lors une grande partie de l'impact indirect. Selon cette estimation, nous avons trouvé que l'impact indirect à travers les salaires atteint environ 27% de la valeur ajoutée totale directe créée par ces entreprises. Dans une étude relative au canton de Vaud, mais dans un autre domaine<sup>32</sup>, nous avons également trouvé un effet à travers les salaires se montant à environ 30% de la valeur ajoutée directe.

En appliquant le chiffre de 27%-30% susmentionné, la contribution totale des entreprises en contact avec la promotion économique à la valeur ajoutée totale du canton de Vaud peut être estimée à 4,2%-4,3%.

<sup>31</sup> D. Nilles, T. Corbière et A. Pillet, *Evaluation générale de la politique de promotion économique de la République et Canton de Genève*, Institut CREA, août 2010.

<sup>32</sup> D. Nilles, *Les retombées sur l'économie vaudoise du Centre de Congrès et d'Expositions Beaulieu Exploitation S.A.*, Institut CREA, mars 2008.

## 3. Annexes

## Classification NOGA 2002

Branches	
1-5	Agriculture, sylviculture, chasse, pêche
10-14	Ind. extractive
15-16	Industries alimentaires, des boissons et du tabac
17	Industrie textile
18	Industrie de l'habillement
19	Industrie du cuir et d'articles en cuir
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles)
21	Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés
22	Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques
23-24	Chimie; cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
26	Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre
27	Métallurgie
28	Travail des métaux
29	Fabrication de machines et d'équipements
30-31	Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires
32	Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication
33	Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique
34	Industrie automobile
35	Fabrication d'autres moyens de transport
36-37	Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; récupération
40-41	Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; captage, traitement et distribution d'eau
45	Construction
50	Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service
51-52	Commerce de gros et de détail
55	Hôtellerie et restauration
60-62	Transports par terre, eau, conduites et air
63	Services auxiliaires des transports; activités des entreprises de transport
64	Postes et télécommunications
65	Intermédiation financière
66	Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
70	Activités immobilières
71+74	Location machines et équipements, services aux entreprises
72	Activités informatiques
73	Recherche et développement
75	Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire
80	Education et enseignement
85	Santé, affaires vétérinaires et action sociale
90	Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement
91-92	Activités associatives, culturelles et sportives
93-95	Autres services
96-97	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre (valeur locative)
	<b>Total avant ajustements</b>
	Impôts sur les produits moins subventions sur les produits
	<b>PIB = total après ajustements</b>

Tableau A1

Source: Nomenclature générale des activités économiques, OFS, 2002.

## Les 13 branches principales d'activité économique

1	<b>Secteur primaire</b>	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture
	<b>Secteur secondaire</b>	
2	Alimentation, bois, papier, impression, textile	Industries alimentaires, des boissons et du tabac
		Industrie textile
		Industrie de l'habillement et des fourrures
		Industrie du cuir et de la chaussure
		Travail du bois et fabrication d'articles en bois
		Industrie du papier et du carton
3	Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métallurgie	Edition, impression
		Chimie, raffinage de pétrole
		Fabrication d'articles en caoutchouc et en mat. plast.
		Fabrication d'autres produits minéraux
		Métallurgie
4	Fabrication de machines, équipements, instruments	Travail des métaux
		Fabrication de machines
		Fabrication de machines, d'équipements. élec. et informatiques
		Fabrication d'équipements de communication
		Fabr. d'instruments médicaux et d'optique; horlogerie
		Industrie automobile
		Fabrication d'autres moyens de transport
		Autres activités manufacturières (meubles, bijoux, jouets...)
Industries extractives		
5	Electricité et eau	Production et distribution d'électricité et d'eau
6	Construction	Construction
	<b>Secteur tertiaire</b>	
7	Commerce de gros et de détail	Commerce/réparation auto; commerce de carburants
		Commerce de gros et de détail (y compris négoce)
8	Hôtellerie & rest.	Hôtellerie et restauration
9	Transports, postes et télécom.	Transports par terre, eau, conduites et air
		Services aux. des transports; agences de voyage
		Postes et télécommunications
10	Activités financières et assurances	Intermédiation financière
		Assurances (y c. assurances sociales privées)
11	Services aux entreprises, activités inform.	Activités immobilières
		Location machines et équipement, services aux entreprises
		Activités informatiques
		Recherche et développement
12	Administration publique, santé, éducation, sports	Administrations publiques, assurances sociales publiques
		Enseignement
		Santé et activités sociales
		Assainissement, voirie et gestion des déchets
		Activités associatives, culturelles et sportives
13	Autres	Services personnels et domestiques
		Location d'immeubles (ménages)

Tableau A2

## Branches d'activité: parts moyennes (%)

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
<b>1</b>	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	2.8	3.4	2.1
<b>2</b>	Industries alimentaires, des boissons	1.7	1.6	1.7
	Industrie textile	0.1	0.1	0.0
	Industrie de l'habillement et des fourrures	0.0	0.1	0.0
	Industrie du cuir et de la chaussure	0.0	0.0	0.0
	Travail du bois et fabrication	0.6	0.6	0.6
	Industrie du papier et du carton	0.2	0.2	0.1
	Edition, impression	1.3	1.5	1.1
	Chimie, raffinage de pétrole	1.8	1.5	2.1
<b>3</b>	Fabrication d'art. en caoutchouc et en plast.	0.3	0.3	0.3
	Fabrication d'autres produits minéraux	0.5	0.5	0.5
	Métallurgie	0.2	0.3	0.2
	Travail des métaux	1.4	1.5	1.3
	Fabrication de machines	2.1	2.3	1.9
<b>4</b>	Fabr. de machines, d'équip. élec. et inform.	0.4	0.5	0.4
	Fabrication d'équipements de communication	0.3	0.3	0.3
	Fabr. d'instr. médicaux, optique, horlogerie	2.6	2.3	2.9
	Industrie automobile	0.1	0.1	0.1
	Fabrication d'autres moyens de transport	0.2	0.2	0.2
	Autres activités manufacturières	0.4	0.5	0.4
	Industries extractives	0.1	0.1	0.1
	Prod. et distribution d'électricité et d'eau	2.8	3.1	2.4
<b>5</b>	Construction	5.3	5.1	5.4
<b>6</b>	Commerce/réparation auto	1.7	1.7	1.7
	Commerce de gros et de détail (+négoce)	13.0	12.7	13.2
<b>7</b>	Hôtellerie et restauration	2.7	3.0	2.5
<b>8</b>	Transports par terre, eau, conduites et air	2.6	2.8	2.5
	Services aux. des transports, voyage	0.7	0.7	0.7
	Postes et télécommunications	2.7	2.2	3.3
<b>9</b>	Intermédiation financière	5.1	5.1	5.1
	Assurances (+assurances sociales privées)	4.6	4.1	5.0
<b>10</b>	Activités immobilières	1.5	1.5	1.4
	Location machines, services aux entreprises	8.6	8.6	8.6
	Activités informatiques	1.7	1.4	2.1
	Recherche et développement	0.8	0.7	0.8
<b>11</b>	Administrations publiques, ass. soc. publ.	12.1	12.4	11.9
	Enseignement	0.8	0.8	0.8
	Santé et activités sociales	7.5	7.4	7.7
	Assainissement, gestion des déchets	0.4	0.4	0.3
	Activités associatives, culturelles et sportives	1.7	1.7	1.8
	Services personnels et domestiques	1.0	1.0	1.0
<b>12</b>	Location d'immeubles (ménages)	5.8	5.9	5.7

Tableau A3

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois.



## Branches d'activité: taux de croissance réels moyens (%)

		1995-2010	1995-2002	2003-2010
<b>1</b>	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	-1.3	-2.3	1.6
<b>2</b>	Industries alimentaires, des boissons	2.8	1.8	4.6
	Industrie textile	-11.4	-8.9	-12.3
	Industrie de l'habillement et des fourrures	-6.4	-6.7	-5.9
	Industrie du cuir et de la chaussure	-3.6	-6.2	-0.3
	Travail du bois et fabrication	2.5	2.8	2.3
	Industrie du papier et du carton	-1.3	10.6	-9.9
	Edition, impression	0.5	2.1	-0.7
	<b>3</b>	Chimie, raffinage de pétrole	7.2	6.1
Fabrication d'art. en caoutchouc et en plast.		3.4	4.0	3.7
Fabrication d'autres produits minéraux		0.5	-0.1	1.2
Métallurgie		-2.8	7.4	-10.3
Travail des métaux		0.1	0.0	0.6
<b>4</b>	Fabrication de machines	-0.6	-0.4	0.2
	Fabr. de machines, d'équip. élec. et inform.	1.3	-0.7	4.0
	Fabrication d'équipements de communication	3.5	3.4	4.3
	Fabr. d'instr. médicaux, optique, horlogerie	3.0	3.5	2.6
	Industrie automobile	1.8	3.7	0.3
	Fabrication d'autres moyens de transport	2.3	-2.0	4.8
	Autres activités manufacturières	-0.3	1.4	-1.0
	Industries extractives	1.6	4.0	-0.3
<b>5</b>	Prod. et distribution d'électricité et d'eau	0.1	-2.9	3.5
<b>6</b>	Construction	1.0	-0.9	2.5
<b>7</b>	Commerce/réparation auto	1.0	1.1	0.9
	Commerce de gros et de détail (+négoce)	1.7	1.0	2.6
<b>8</b>	Hôtellerie et restauration	-0.6	-0.8	0.6
<b>9</b>	Transports par terre, eau, conduites et air	1.1	-0.1	2.5
	Services aux. des transports, voyage	1.3	-1.1	4.2
	Postes et télécommunications	8.9	14.4	3.3
<b>10</b>	Intermédiation financière	2.0	2.1	1.3
	Assurances (+assurances sociales privées)	4.8	9.9	1.7
<b>11</b>	Activités immobilières	1.9	-2.3	6.2
	Location machines, services aux entreprises	1.5	-0.1	4.4
	Activités informatiques	7.2	8.1	8.2
	Recherche et développement	3.4	1.3	7.2
<b>12</b>	Administrations publiques, ass. soc. publ.	0.9	1.2	0.5
	Enseignement	0.4	-0.4	1.8
	Santé et activités sociales	2.4	1.7	3.1
	Assainissement, gestion des déchets	-0.7	-0.5	-0.3
	Activités associatives, culturelles et sportives	1.0	0.5	1.6
	Services personnels et domestiques	1.2	-0.9	3.6
<b>13</b>	Location d'immeubles (ménages)	0.8	0.4	1.1

Tableau A4

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois.

## Branches d'activité: parts moyennes (%)

		CH	VD
		1995-2010	1995-2010
1	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	1.5	2.8
	Industries alimentaires, des boissons	1.9	1.7
	Industrie textile	0.3	0.1
	Industrie de l'habillement et des fourrures	0.1	0.0
	Industrie du cuir et de la chaussure	0.0	0.0
	Travail du bois et fabrication	0.7	0.6
	Industrie du papier et du carton	0.4	0.2
	Edition, impression	1.2	1.3
	Chimie, raffinage de pétrole	3.5	1.8
	Fabrication d'art. en caoutchouc et en plast.	0.6	0.3
	Fabrication d'autres produits minéraux	0.5	0.5
	Métallurgie	0.4	0.2
	Travail des métaux	1.9	1.4
	Fabrication de machines	2.8	2.1
	Fabrication de machines, d'équipements électroniques et informatiques	0.9	0.4
	Fabrication d'équipements de communication	0.6	0.3
	Fabrication d'instruments médicaux, optique, horlogerie	2.6	2.6
	Industrie automobile	0.1	0.1
	Fabrication d'autres moyens de transport	0.3	0.2
	Autres activités manufacturières	0.6	0.4
	Industries extractives	0.2	0.1
5	Production et distribution d'électricité et d'eau	2.3	2.8
6	Construction	5.6	5.3
	Commerce/réparation auto	1.5	1.7
	Commerce de gros et de détail (+négoce)	11.8	13.0
8	Hôtellerie et restauration	2.6	2.7
	Transports par terre, eau, conduites et air	2.6	2.6
	Services auxiliaires des transports, voyage	1.1	0.7
	Postes et télécommunications	2.6	2.7
	Intermédiation financière	8.0	5.1
	Assurances (+assurances sociales privées)	3.8	4.6
	Activités immobilières	1.1	1.5
	Location machines, services aux entreprises	7.4	8.6
	Activités informatiques	1.7	1.7
	Recherche et développement	0.4	0.8
	Administrations publiques, assurances sociales publiques	10.8	12.1
	Enseignement	0.6	0.8
	Santé et activités sociales	6.2	7.5
	Assainissement, gestion des déchets	0.2	0.4
	Activités associatives, culturelles et sportives	1.4	1.7
	Services personnels et domestiques	0.8	1.0
	Location d'immeubles (ménages)	6.2	5.8

Tableau A5

Source: Institut CREA, estimations annuelles du PIB vaudois et OFS, compte de production.



